

**PLAN D'ACQUISITION DE TERRAIN
(PAT 1)**

Projet d'une Centrale Solaire PV à Guercif – Maroc
« Noor Guercif »

Direction Exploration

Décembre 2019

Table des matières

I.	Introduction	4
1.	Rappel du Projet.....	4
2.	Objectifs et Principes du Plan d'Acquisition de Terrain (PAT 1).....	4
II.	Description synoptique du projet.....	5
III.	Cadre juridique régissant l'acquisition des terrains et les procédures pour indemnisation et compensation au Maroc	5
1.	Régimes fonciers au Maroc	5
2.	Modalités d'acquisition des terrains	7
3.	Modalité d'acquisition de terres collectives	7
4.	Procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.....	8
A.	PHASE ADMINISTRATIVE	8
B.	PHASE JUDICIAIRE	10
C.	LA VOIE DE RECOURS	11
D.	COMPARAISON AVEC LES EXIGENCES DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ..	12
IV.	Procédure d'acquisition du terrain de Noor Guercif	18
1.	Acquisition par voie d'expropriation.....	18
2.	Projet de Décret d'Expropriation	18
3.	Enquête Administrative.....	19
4.	Commission Administrative d'Evaluation (CAE).....	19
5.	Projet de Décret Définitif d'Expropriation	19
6.	Publication de Décret Définitif d'Expropriation	20
7.	Prochaines étapes d'Expropriation	20
V.	Estimation du déplacement de population et mesures d'atténuation	21
VI.	Méthodes d'évaluation des terrains.....	22
a)	Détermination du prix de cession des Terrains dans le cadre d'expropriation	23
VII.	Budget, calendrier et monitoring	23
1.	Financement.....	23
2.	Calendrier	23
3.	Modalités de suivi	24
VIII.	Conclusion	24
IX.	Annexes	26
1.	Annexe 01 : Extrait de la loi 62-17 concernant la tutelle administrative sur les communautés soulalyates et la gestion de leur biens.....	27

2. Annexe 02 : Plan et état parcellaire du projet Noor Guercif.....	28
3. Annexe 03 : Publication du Projet de décret d'expropriation au Bulletin Officiel (B.O).....	29
4. Annexe 04 : Publication au Journal Assabah du projet de décret d'expropriation.....	30
5. Annexe 05 : Avis de dépôt du projet du décret d'expropriation à la commune territoriale de Saka.	31
6. Annexe 06 : Attestation de dépôt, de publication et d'affichage du projet du décret d'expropriation à la commune territoriale de Saka.....	32
7. Annexe 07 : Registre d'observations et remarques déposé à la Commune territoriale de Saka.	33
8. Annexe 08 : Certificats de propriété des parcelles de terrain objet du projet d'expropriation.	35
9. Annexe 09 : PV de la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) /Expropriation.	36
10. Annexe 10 : Lettre adressée au MEME pour établissement du décret définitif d'expropriation	38
11. Annexe 11 : Publication du décret définitif d'expropriation au Bulletin Officiel N°6788 du 20/06/2019	39
12. Annexe 12 : Publication du décret définitif d'expropriation à la commune territoriale de Saka.	40
13. Annexe 13 : Publication du décret définitif d'expropriation au Journal Assabah.....	41

I. Introduction

1. Rappel du Projet

La croissance économique et sociale du Maroc a engendré une progression significative de la demande en Energie. Pour répondre à ses besoins énergétiques croissants, et afin de s'affranchir de la dépendance aux énergies fossiles, le Royaume du Maroc met en œuvre une stratégie de grande envergure dans le secteur de l'énergie électrique visant à augmenter la production des énergies renouvelables. A horizon 2030, les capacités installées éolienne, hydraulique et solaire représenteront, ce qui équivaut à 52% de la capacité globale à cette date.

Le programme de développement des 2 000 MW d'énergie électrique solaire a été confié à une société anonyme à capitaux publics, dénommée *Moroccan Agency for Sustainable Energy* (Masen), en vertu de la loi marocaine n°57/09 telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi 37/16. Ce programme est destiné à satisfaire prioritairement les besoins nationaux du Maroc, à travers l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable (ONEE) – principal client.

Pour rappel, Masen a déjà finalisé le développement du programme « Noor PV I », première phase photovoltaïque (PV) du Plan solaire Noor. D'une capacité agrégée d'environ 170 mégawatts (MW), Noor PV I comprend les trois centrales solaires : Noor Ouarzazate IV (70 MW), Noor Laâyoune (80 MW) et Noor Boujdour (20 MW).

Le programme **Noor PV II** constitue un autre pas qui vient consolider le plan solaire marocain et qui permettra de renforcer la part des énergies renouvelables dans la production de l'électricité au Maroc et de répondre à la forte demande en énergie au niveau des zones d'activités économiques et agricoles.

Le programme « Noor PV II » consiste en la construction de neuf (09) centrales de production d'électricité d'origine solaire, de technologie photovoltaïque, situé principalement à : Laayoune, Boujdour, Ain Bni Mathar, Sidi Bennour, Bejaad, El Hajeb, Guercif, Kalaat Sraghna, et Taroudant.

Le projet « **Noor Guercif** » constitue donc un élément du programme plan Noor PV II et consiste en la mise en place et la mise en œuvre d'une centrale de production d'électricité d'origine solaire d'une puissance minimale de 100 MW projeté à proximité de la ville de Guercif, commune de Saka, région de l'Oriental.

Le projet « **Noor Guercif** » sera déployé sur un terrain d'environ 400 ha en cours d'acquisition par Masen dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, en conformité avec la législation marocaine et en conformité avec les directives sociales des Bailleurs de Fonds. Il est à noter que cette acquisition ne va engendrer aucun déplacement de la population locale et que toute cette procédure sera décrite dans ce Plan d'Acquisition de Terrain (PAT1).

En plus du terrain nécessaire à la construction de la centrale, la viabilisation et l'aménagement du complexe nécessitent notamment d'autres terrains pour la mise en place d'infrastructures communes, nécessaires au bon développement et fonctionnement du complexe « **Noor Guercif** ». Les procédures d'acquisition ou de mobilisation de ces terrains seront décrites dans un autre Plan d'Acquisition de Terrain (PAT2).

2. Objectifs et Principes du Plan d'Acquisition de Terrain (PAT 1)

L'objet de ce Plan d'Acquisition de Terrain dénommé « PAT 1 » est de décrire, les procédures qui ont été suivies pour la mobilisation de terrain, en insistant notamment sur (i) le périmètre étudié, (ii) les modalités de consultation de la population, (iii) les procédures d'acquisition de terrain qui ont été

adoptées et (iv) les méthodes d'indemnisation et les mesures d'atténuation préconisées, le cas échéant.

Le présent PAT 1 concerne spécifiquement les procédures suivies pour la mobilisation de terrains nécessaires à la construction de la centrale solaire PV « **Noor Guercif** », qui a été établi conformément à la législation marocaine et aux directives des Institutions financières Internationales IFIs, en matière de déplacement involontaire de personnes et d'acquisition de terrains.

II. Description synoptique du projet

Le complexe « **Noor Guercif** » du programme Noor PV II, permettra la production d'électricité à partir d'énergie solaire photovoltaïque, et aura une capacité globale prévisionnelle de 100 MW.

Ce projet vise à contribuer à l'instar du reste des projets de Noor PV II et des projets du plan solaire marocain à sécuriser l'approvisionnement en énergie électrique du pays et participera à la réduction de la dépendance énergétique et à la préservation de l'environnement.

Préalablement, des infrastructures communes du complexe solaire seront réalisées par MASEN, telles que :

- Les infrastructures routières :
 - Route d'accès principal au site
 - Routes de desserte à l'intérieur du site
- Les infrastructures électriques :
 - Ligne électrique d'alimentation 22 kV à l'extérieur et à l'intérieur du site
 - Ligne électrique d'évacuation HT ou THT
 - Poste électrique d'évacuation 22/225 kV au sein du site
- Les infrastructures télécoms
- Autres infrastructures à l'intérieur du site : éclairage intérieur et extérieur, drainage, bâtiments, équipements de sécurité, clôture, etc.

Le terrain délimité pour recevoir le projet de la centrale solaire de « **Noor Guercif** » est situé à la commune territoriale de Saka, province de Guercif et est de nature collective, d'une superficie de 400 ha, et fait partie du titre foncier n° 10452/79 appartenant à la collectivité ethnique « Beni Bouyahi ».

Pour la mobilisation du foncier nécessaire à la réalisation de ce Projet, MASEN a opté pour une procédure d'acquisition des terrains par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, et ce en conformité avec la législation marocaine en vigueur notamment en matière de gestion et d'aliénation des biens collectifs.

Il est à noter que cette acquisition ne va engendrer aucun déplacement de population ou d'activités économiques.

III. Cadre juridique régissant l'acquisition des terrains et les procédures pour indemnisation et compensation au Maroc

1. Régimes fonciers au Maroc

Le système foncier marocain se caractérise par une pluralité de statuts juridiques qui se sont constitués tout au long de l'histoire du pays.

- **Le Melk:**

Le « Melk » est le statut largement prédominant. Il s'agit de la propriété privée de la terre au sens du droit romain (usus, abusus, fructus). Les terres sous statut de Melk appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine possession et jouissance.

- **Les terres collectives:**

Les terres collectives, jadis terres de tribus ont été transformées par le législateur (selon les lois 62-17 et 63-17) en terres « imprescriptibles, inaliénables et insaisissables » appartenant à des collectivités ethniques soumises à la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Ces terres sont distribuées entre les ayants droits sous forme de droit de jouissance (usufruit), lui-même inaliénable. Les collectivités dotées de la personnalité morale sont propriétaires à titre collectif d'un domaine qui peut être délimité et immatriculé.

- **Le Domaine Public de l'Etat :**

Le Domaine Public de l'Etat est constitué de toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne peuvent être possédés privativement parce qu'ils sont à l'usage de tous, et dont l'administration appartient à l'Etat tuteur de la communauté.

Le domaine public est inaliénable, imprescriptible et insaisissable. Toutefois, les portions de ce domaine qui seraient reconnues sans utilité pour les besoins publics pourront être déclassées et feront retour au domaine privé de l'Etat.

Pour les besoins du développement économique et des projets d'investissement, le domaine public peut faire l'objet de contrat d'occupation temporaire de moyenne ou de longue durée (Dahir du 30 Novembre 1918) ou de mise à disposition par des conventions spécifiques.

- **Le Domaine Privé de l'Etat :**

Font parties du Domaine Privé de l'Etat tous les biens que possèdent les collectivités publiques et qui ne sont ni affectés à l'usage direct du public ni à un service public, les biens qui n'ont pas reçu d'affectation, les terres désertes et incultes, les biens vacants et sans maître, les bâtiments de l'administration qui n'ont pas reçu d'aménagement spécial, ... etc.

Le domaine privé de l'Etat est composé de différents biens provenant des acquisitions amiables, du déclassement du Domaine Public, des expropriations pour utilité publique et des successions vacantes.

- **Le Domaine Forestier :**

Font partie du Domaine Forestier :

- Les forêts domaniales (peuplement végétal ligneux d'origine naturelle) ;
- Les terrains couverts d'alfa, dits " nappes alfatières " ;
- Les dunes terrestres et les dunes maritimes jusqu'à la limite du domaine public maritime ;
- Les maisons forestières et leurs annexes ;
- Les chemins forestiers ;
- Les terrains domaniaux reboisés ou à reboiser, les terrains acquis par le domaine forestier en vue de leur reboisement, ainsi que leurs annexes : maisons forestières, pépinières, etc.

Le domaine forestier est *inaliénable et imprescriptible*. Sa distraction du régime forestier ne peut intervenir que dans un but d'utilité publique.

- **Les terres « Guich » :**

Les terres « Guich » sont des terres relevant du domaine privé de l'Etat, concédées en jouissance à des tribus en contrepartie de services militaires rendus. Elles sont le plus souvent situées autour des villes impériales.

- **Les terres Habous :**

Les terres « Habous » sont des terres léguées par une personne à une fondation religieuse. Elles ne représentent qu'environ 1% de la Surface Agricole Utile du pays.

Les Habous publics sont inaliénables, imprescriptibles et insaisissables.

2. Modalités d'acquisition des terrains

L'acquisition d'un terrain s'effectue au Maroc dans le cadre de la réglementation en vigueur, comme suit :

- Acquisition par suite de succession (héritage et partages successoraux) ;
- Acquisition par cession de gré à gré (vente, échange, donation) ;
- Acquisition par suite d'expropriation pour utilité publique (au profit de l'Etat et ses démembrements) ;
- Acquisition suite à une décision judiciaire (saisie, commandement, résolution de litiges).

Ces acquisitions sont consenties par des actes authentiques conformément à l'article 4 de la loi 39/08 relative au code des droits réels.

3. Modalité d'acquisition de terres collectives

Les terres collectives sont placées sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Cela étant, pour toute cession, le conseil de tutelle central des collectivités propriétaires, présidé par le Ministre de l'Intérieur ou son représentant, et composé des représentants des administrations et des collectivités ethniques, doit être saisi.

Le nombre de ces membres, leurs nominations et la durée de leurs mandats seront ultérieurement définis dans un futur décret d'application, relatif à la nouvelle loi 62-17, sortie au BO à la date du 26 Août 2019.

Les terrains, de par leur nature de terre collective, sont imprescriptibles, inaliénables et insaisissables conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi 62-17 organisant la tutelle administrative des collectivités ethniques et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs.

Cependant, par dérogation à ce principe d'inaliénabilité, (i) l'Etat, les établissements publics et les collectivités communales, (ii) les personnes physiques ou morales privées (nouvelle loi) peuvent acquérir un terrain collectif conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi 62-17 précité (Voir Annexe 01). Outre, les terrains collectifs peuvent faire l'objet d'une cession par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique conformément aux dispositions de la loi 07-81 dont Masen bénéficie conformément à l'article 8 de la loi 37-16, modifiant et complétant la loi 57-09.

4. Procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique

La protection de la propriété est un principe à valeur constitutionnelle. En effet, le droit de propriété demeure garanti conformément à l'article 35 de la constitution marocaine de 2011. Toutefois la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social de la Nation en dictent la nécessité par une déclaration d'utilité publique conformément à la loi marocaine n°07/81 réglementant la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer les ayants droit et de conserver leurs intérêts.

Ce formalisme, qui procure également à l'autorité expropriante, une sécurité juridique, matérialisée dans les délais impartis aux ayants droit pour se manifester, a été minutieusement organisée par la législation et contrôlé par le juge à travers les deux phases de la procédure d'expropriation :

A. PHASE ADMINISTRATIVE

Cette phase est déclenchée suite à la déclaration de l'utilité publique et la désignation des biens à exproprier. Elle renferme des formalités rigoureuses dont l'accomplissement est nécessaire, voire obligatoire pour le déclenchement de la phase judiciaire.

✓ Déclaration d'utilité publique

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visées par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens ou par un simple acte déclaratif d'utilité publique. Ce projet de décret est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi.

✓ Enquête administrative

L'enquête administrative, conformément à la loi 7-81, est une procédure qui donne aux propriétaires et aux ayants droit un délai de deux mois, pour faire connaître, tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits réels sur les immeubles expropriés, faute de quoi « ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer ».

Un plan parcellaire représentant les parcelles de terrain touchées par l'expropriation et un registre d'observations sont déposés au siège de la commune du lieu concerné, et mis à la disposition du public pour consultation et consignation de remarques.

L'expropriant est tenu également de déposer le projet de décret d'expropriation accompagné d'un plan parcellaire :

- Au greffier du tribunal administratif concerné pour l'inscription des biens expropriés non immatriculés sur le registre spécial ;
- À la conservation foncière concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les biens immatriculés) ou sur le registre des oppositions (pour les biens en cours d'immatriculation).

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention du projet d'acte a été inscrite sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions. Du même un certificat attestant cette inscription est remis par le greffier à l'expropriant pour les immeubles non immatriculés.

✓ **Détermination du contenu indemnisable**

L'indemnité relative à la valeur vénale du terrain exproprié est déterminée sur la base de la superficie mesurée par un Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé.

En plus, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

✓ **Evaluation des actifs affectés**

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation, conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations. Elle est présidée par l'autorité administrative locale ou son représentant et se compose de membres permanents :

- i) Le chef de la circonscription domaniale ou son représentant ;
- ii) Le receveur de l'enregistrement et du timbre ou son délégué ;
- iii) Le représentant de l'expropriant.

Et de membres non permanents :

- i) L'inspecteur des impôts urbains ou son délégué ;
- ii) L'inspecteur de l'urbanisme ou son délégué pour les terrains urbains bâtis ou non bâtis ou le représentant provincial du ministère de l'agriculture ou son délégué ;
- iii) L'inspecteur des impôts ruraux ou son délégué pour les terrains ruraux.

La négociation du montant des indemnisations, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Les critères d'évaluations prévus par la loi invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain à la date de la déclaration de l'utilité publique est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée ».

✓ **Personnes ayant droit à indemnisation**

Dans le cadre d'une acquisition ou d'expropriation de terrains, la loi Marocaine reconnaît que tous les détenteurs de droits suivants sont éligibles à percevoir une indemnisation :

- Propriétaires,
- Locataires ou occupants,
- Usufruitiers,
- Propriétaires d'arbres ou de tout aménagement ou équipement,
- Personnes exerçant sur la terre une activité de type commercial.

Les Autorités Locales Marocaines peuvent délivrer une attestation administrative comme justificatif pour les propriétaires et les ayants droits qui ne disposent pas de documents requis (Moulkia, titre foncier), ou pour les exploitants agricoles qui exercent leur activité sans contrat, ni bail.

✓ **Accord amiable**

La procédure d'expropriation prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable entre le propriétaire et l'autorité expropriante, lorsqu'il y a accord sur l'indemnité. Cet accord est sanctionné par la signature d'un Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable passé devant l'autorité locale, un acte de cession authentique devrait être établi et déposé à la conservation foncière pour le transfert de propriété, suite à quoi, l'expropriant s'acquitte l'intégralité de l'indemnité convenue au profit des ayants droit.

✓ **Acte de cessibilité**

L'acte de cessibilité ou Décret Définitif d'expropriation, qui correspond au Projet de Décret d'Expropriation ayant servi à la Déclaration d'utilité publique, est établi par l'expropriant et soumis à l'approbation du chef de gouvernement sur proposition du ministre concerné (ou la tutelle de l'Administration expropriante) après avis et visa du ministre de l'Intérieur.

✓ **Consignation des indemnités à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)**

Les montants des indemnités fixées par la commission administrative d'évaluation au cours de la phase administrative, s'ils ne sont pas perçus directement par les expropriés dans le cadre d'un accord amiable, sont consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par l'expropriant.

Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. De par son caractère contraignant et obligatoire, l'acte de consignation n'est pas une simple opération de provision d'une créance mais il est assimilé à une « réquisition volontaire des fonds » de l'autorité expropriante auprès de la CDG.

Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

B. PHASE JUDICIAIRE

La phase contentieuse requiert l'approbation et la publication préalable de l'acte de cessibilité, le Décret Définitif d'expropriation.

Ainsi, dès publication du Décret Définitif et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG, des requêtes de prise de possession et de transfert de propriété sont déposés au tribunal Administratif pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable.

Elle se déroule en trois étapes : la prise de possession, le transfert de propriété et la fixation de l'indemnité.

✓ **Prise de possession ordonnée par le juge (en référé)**

Le juge prononce en référé la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative.

En effet, le juge ne peut refuser l'autorisation de prise de possession des terrains que pour cause de nullité de la procédure, qui ne peut intervenir que si :

- L'utilité publique du projet n'est pas reconnue ;
- Il décèle une irrégularité formelle dans la procédure (Phase Administrative) engagée par l'expropriant.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession est conditionnée par la stricte conformité aux formalités en question. La loi 7-81 prévoit que les travaux sur les terrains expropriés peuvent être entamés dès la décision du juge de prise de possession.

✓ **Transfert de propriété et Fixation de l'indemnité de compensation**

Le jugement de transfert de propriété est prononcé d'office au nom de l'expropriant. Quant à la fixation de l'indemnité définitive, elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition, ou elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires ou si le bien exproprié est entaché d'oppositions par des tiers consignés au niveau du registre d'observation pendant l'enquête administrative.

L'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, peut maintenir l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant dans le cadre de la tentative d'accord à l'amiable, comme indemnité prévisionnelle.

Cependant, les expropriés peuvent contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente.

En effet, la fixation définitive des indemnités peut se faire simultanément au transfert de propriété ou suite à un appel de jugement.

✓ **Déconsignation / décaissement des indemnités au profit des ayant droits**

Chaque fois qu'un jugement définitif de Transfert de propriété est prononcé et les formalités requises de publicité et d'affichage sont effectuées, une main levée sur l'indemnité consignée est délivrée aux ayants droits pour pouvoir procéder au retrait des sommes qui leur reviennent.

C. LA VOIE DE RECOURS

La décision d'expropriation peut toujours faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, qui donne aux requérants expropriés la possibilité de contester l'utilité publique des travaux notamment lorsqu'il apparaît que (i) le but d'utilité publique invoqué par l'expropriant ne correspond pas à ses véritables mobiles, et (ii) lorsqu'il résulte des circonstances de fait que l'opération projetée n'a pas le but d'utilité publique que l'expropriant lui attribue.

Aucune opposition n'est admise contre l'ordonnance de prise de possession, et le jugement de transfert de propriété (art.32 de la loi 7-81).

L'ordonnance de prise de possession n'est pas susceptible d'appel (art.32 de la loi 7-81). Elle est rendue en l'absence des parties (en référé –Absence du contradictoire).

Le jugement prononçant le transfert de propriété, rendu après une procédure écrite et contradictoire, peut faire l'objet d'un appel, devant la cour de cassation, ayant pour seul objet la fixation de l'indemnité, dans un délai de trente jour à compter de sa notification (art.32 et 33 de la loi 7-81).

D. COMPARAISON AVEC LES EXIGENCES DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Comme indiqué plus haut, dans son ensemble, la juridiction marocaine relative aux expropriations et les procédures y afférentes, sont transparentes, équitables et permettent aux ayants droits de faire recours s'ils le souhaitent.

Elle est aussi participative puisque la communication et l'échange avec les ayants droits se fait dès le début du processus et continue jusqu'à sa fin.

Enfin, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants de terres qu'elles soient mises en valeur ou non, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

Les Directives des Institutions Financières Internationales stipulent qu'en cas de réinstallation ou d'acquisition de terrains, toute personne recensée détentrice ou pas d'un titre de propriété est indemnisé. Ainsi, pour se conformer à ces exigences, la loi marocaine prévoit que les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative comme justificatif lorsque les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moulkia, titre foncier), ou quand les exploitants agricoles exercent leur activité sans contrat, ni bail.

La Commission Administrative d'Evaluation (CAE) fixe les prix sur la base des prix qui prévalent sur le marché (valeur marchande). A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, et donc les pertes de sources de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

La loi marocaine relative à l'expropriation permet à l'expropriant la prise de possession et l'accès à la terre expropriée et d'entamer les travaux dès la consignation effective des fonds provisionnelles à la CDG et la prononcée par le juge de l'expropriation et l'ordonnance de prise de possession. Alors que les politiques opérationnelles des IFIs prévoient l'accès au terrain et le lancement des travaux dès que l'indemnisation est décaissée par les ayants droits. Pour combler à cette différence, qui revêt un caractère négligeable dans le cas de ce projet, Masen entreprend les actions suivantes :

- Les terrains sont systématiquement choisis de telle sorte qu'aucun déplacement physique ou destruction de biens matériels n'ait lieu ;
- Le paiement des indemnisations pour les cas résolus à l'amiable se fait avant le lancement des travaux ;
- Les fonds de la cession des terrains objets de l'expropriation sont déposés et consignés à la Caisse de Dépôt et de gestion. Ils correspondent aux prix réels du marché (valeur marchande) fixés par la commission administrative d'évaluation. Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

- Afin d'accélérer la durée et le coût des procédures de recours pour les ayants droits, Masen établira un système de suivi rapproché pour raccourcir la période de recours et clôturer les dossiers dans les plus brefs délais.

La matrice suivante montre les similitudes et les différences entre la loi marocaine et le standard de performance 5 Acquisition de terres et réinstallation involontaire :

Thème	Législation Nationale Marocaine	Standard de Performance 5 Acquisition de terres et réinstallation involontaire - SFI	Remédiation proposée
Préparation d'un document structuré de remédiation (PAT, PAR, cadre de réinstallation etc.)	Non prévu par la législation marocaine. Néanmoins toutes les procédures et démarches exigées par la loi doivent être documentées.	Selon l'article 14 de la PS5, il conviendra d'établir des procédures pour suivre et évaluer l'exécution d'un Plan de réinstallation et/ou d'un Plan de restauration des moyens d'existence.	Le présent Plan d'Acquisition de Terrain (PAT 1) a été préparé.
Etude socio-économique et recensement des personnes et des biens	La réglementation marocaine exige la préparation d'une Etude d'impact environnemental et social (EIES) pour les projets d'investissement. De ce fait, les informations socio-économiques et culturelles sont souvent saisies par le biais de cette étude. Une étude foncière est également exigée par la loi marocaine avec l'identification des personnes et des biens affectés.	La PS5 requiert une évaluation de l'impact sur les personnes et les communautés (Article 1).	L'étude d'impact Environnemental et social (FESIA) a été préparée conformément à la réglementation nationale et comprend une analyse de l'environnement humain et socio-économique. L'étude traite par ailleurs des impacts sur le milieu humain et juge l'impact du développement de la centrale NOOR Guercif Positif sur le marché de l'emploi dans la province de Guercif.
Consultation	Existe sous forme d'entretiens circonstanciels et ponctuels.	L'article 10 requiert un engagement des parties prenantes concernées par le projet à travers un processus participatif.	Des réunions d'information et consultation publiques ont été tenues et organisées par Masen afin de présenter le projet aux différentes parties prenantes, recueillir les différentes remarques et propositions des participants (notamment sur la mobilisation du foncier) et enfin apporter des réponses aux questions soulevées.

Détermination des prix unitaires des compensations	Prix de marché tels que déterminés par des experts indépendants et tels que négociés par la commission administrative d'expertise avec les populations concernées. Les coûts de transfert des titres et d'enregistrement sont à la charge de l'expropriant, d'une façon informelle	L'article 9 décrit les modalités d'indemnisation et avantages pour les personnes déplacées. L'indemnisation de la perte d'actifs est au coût de remplacement intégral.	La valeur estimée du terrain par la Commission d'Evaluation représente presque six fois la valeur réelle du terrain selon nos investigations sur les lieux.
Cadre juridique régissant l'expropriation	1. Propriétaire avec titre officiel ou traditionnel 2. Terres collectives inaliénables et éligibles de fait à une indemnisation collective en cas de rétrocession à l'amiable ou d'expropriation. 3. Domaine Forestier	Eligibles de fait à la compensation. Comme indiqué dans l'article 12, dans le cas d'une expropriation, il conviendra de procéder à un recensement pour recueillir des données socio-économiques de référence appropriées destinées à identifier les personnes qui seront déplacées par le projet, à déterminer les personnes qui auront droit à une indemnisation et à de l'aide, ainsi qu'à décourager les personnes, telles que les occupants opportunistes, qui ne sont pas admises à bénéficier de ces prestations. En l'absence de procédures établies par l'État hôte, le client fixera une date d'éligibilité. Les informations relatives à la date limite seront bien documentées et diffusées dans toute la zone du projet. L'expropriation dans le cas de terres collectives n'est pas détaillée dans la PS5.	La loi marocaine est plus spécifique et prévoit des indemnisations dans le cas des terres collectives et domaine forestier. Dans le cas des particuliers, ils sont également éligibles à la compensation.
Perte minimale des moyens de subsistance	Non prévue par la législation marocaine, mais prise en considération normalement dans le prix de cession.	La PS 5 prévoit une indemnisation permettant d'améliorer ou, au moins, de rétablir les niveaux de vie ou moyens d'existence des PAP.	Les mesures de compensation pour améliorer les moyens de subsistance des Populations Affectées Par le Projet (PAP) sont présentées dans la section V du présent PAT (projets de développement local, opportunités d'emploi, etc.).

Type/nature de la compensation	-Seule la compensation en espèce est prévue. -L'échange en nature (terre de remplacement) pourrait être envisagée et étudiée.	Il est indiqué dans l'article 9 que lorsque les terres sont collectivement détenues, le client offrira aux personnes déplacées, si possible, une indemnisation sous la forme de terres.	La compensation est faite par Masen en espèces. L'indemnisation sous forme de terre n'est pas envisageable dans le cas présent.
Publication d'une date butoir après laquelle aucune compensation n'est donnée	Prévue dans le cas de l'expropriation	Date d'éligibilité prévue	-La date de publication du décret d'expropriation est la date effective d'évaluation des indemnisations et des pertes. -Prévu dans le cadre du processus d'expropriation (à la clôture des registres de réclamations à l'issue de l'achèvement des 2 mois de l'enquête administrative). -Les ayants droits non déclarés à temps peuvent réclamer leur indemnisation auprès des personnes recensées et indemnisées.
Exécution de l'expropriation	Se fait dès prononciation de l'expropriation par le juge suite à la promulgation d'un décret d'expropriation et la consignation des fonds d'indemnisation dans un compte spécial, même si la personne ou entité affectée refuse l'indemnisation pour quelque raison que ça soit. Le recours peut être fait auprès du tribunal pour revoir l'indemnisation.	Le déguerpissement ne peut pas se faire tant qu'une indemnisation satisfaisante n'est pas faite et est acceptée par les parties prenantes, en ligne avec les exigences de la PS5 et la législation nationale.	La politique nationale est appliquée et les conditions suivantes sont respectées : (i) des négociations à l'amiable ont été engagées, (ii) la valeur estimée du terrain est au-dessus de sa valeur réelle, (iii) un décret d'expropriation a été décrété, (iv) le montant de l'expropriation sera consigné dans un compte spécial accessible à tout moment par l'exproprié.
Aide au déplacement	Non prévue, mais prise en considération normalement dans le prix de cession.	Prévue	Non applicable dans le cadre de ce projet. Aucune réinstallation ou déplacement de population n'est requise.
Système de gestion des conflits	Recours au système judiciaire national. Néanmoins, avant le recours au système judiciaire, des négociations à l'amiable entre l'exproprié et la Commission de conciliation ont lieu. Cependant, pour les plaintes qui peuvent avoir lieu tout au long de la durée de	Il est prévu dans l'article 11 la mise en place d'un mécanisme de règlement des griefs dès la phase de développement destiné à la résolution des litiges.	La mise en place d'un mécanisme de gestion de plaintes sera détaillée ultérieurement dans ce PAT.

	vie du projet, la loi n'exige pas la préparation d'un système de gestion des conflits. Généralement, le service juridique de l'expropriant travaille en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes impliquées.		
Calendrier d'exécution, Budget et suivi	Non requis	Requis pour assurer une mise en œuvre sans retard et pour faciliter le suivi.	Le calendrier est présenté dans la section VII du PAT.
Budget	Requis	Une section consacrée au budget est exigée dans le plan de remédiation. (Article 19).	Le budget est présenté dans la section VII du PAT.
Suivi	Non prévue	Prévue	Le suivi est présenté dans la section VII du PAT.

Tous ces faits et arguments montrent clairement que la procédure d'acquisition du terrain pour le projet du complexe NOOR Guercif est conforme aux exigences et aux procédures des IFIs. Sur cette base, Masen continuera à mettre en œuvre son programme d'expropriation et d'indemnisation selon la réglementation nationale tout en s'assurant que les exigences des IFIs soient constamment observées et respectées.

IV. Procédure d'acquisition du terrain de Noor Guercif

1. Acquisition par voie d'expropriation

Pour la réalisation de ce Projet, MASEN a choisi de procéder à l'acquisition du terrain dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique, en conformité avec la législation marocaine, notamment la loi 07/81, dans le souci de maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général et en préservant les droits de toutes les parties concernées

Le terrain choisi pour abriter le projet se situe à 17 km au nord-ouest de la ville de Guercif, accessible à partir de la Route Nationale RN15 reliant Guercif à Saka. Le Site relève de la commune territoriale de Saka, et est constitué d'une seule parcelle de nature collective d'une superficie d'environ 400 ha. Ce terrain fait partie du titre foncier n° 10452/79 appartenant à la collectivité ethnique « Beni Bouyahi », d'une superficie globale de 11 458 ha.



Carte de situation du site du projet Noor Guercif

La procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique entamée par Masen englobe les étapes suivantes (conformément aux modalités décrites ci-dessus) :

2. Projet de Décret d'Expropriation

Le Projet de Décret d'Expropriation a été préparé et soumis aux formalités de publicité et d'affichage en date du 06/06/2018 :

- (i) Publication intégrale dans le Bulletin Officiel (2ème Partie) (voir annexe 03) ;

- (ii) Insertion dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales (voir annexe 04) ;
- (iii) Affichage intégral dans les bureaux de la commune territoriale de Saka (voir annexe 05) ;

3. Enquête Administrative

Une enquête administrative a été lancée pendant deux (02) mois à compter du 06/06/2018, date qui coïncide avec celle de la parution du projet du décret au Bulletin Officiel.

Cette enquête consiste en la mise à disposition au public, d'un dossier composé des plans et des états parcellaires, de l'avis d'affichage ainsi que d'un registre d'observation au niveau de la commune territoriale concernée, à savoir, celle de Saka. Les intéressés (propriétaires, locataires, usufruitiers, etc.) peuvent y inscrire leurs revendications et leurs remarques. Ces dernières sont ensuite étudiées et portées sur le Décret d'Expropriation Définitif.

A la fin des délais réglementaires de l'enquête (2 mois), le Président de la Commune de Saka a délivré à Masen un certificat attestant l'affichage du Projet du Décret d'Expropriation et le dépôt du dossier d'enquête (voir annexes 05), l'avis de dépôt affiché au sein des locaux de la commune (voir annexe 06) ainsi que les registres des remarques : à préciser qu'aucune remarque, observation ou réclamation n'a été enregistrée lors de cette enquête administrative (voir annexes 07).

En parallèle, Masen a déposé le projet de Décret d'Expropriation accompagné d'un plan parcellaire au niveau de la conservation foncière de Guercif pour son inscription sur le livre foncier du TF n°10452/79. Un certificat de propriété attestant cette inscription a été remis à Masen (voir annexe 08).

4. Commission Administrative d'Evaluation (CAE)

Une Commission Administrative d'Evaluation, conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations, s'est réunie en date du 27/11/2018. Elle a été présidée par l'autorité administrative locale et se compose de membres permanents i) le chef de la circonscription domaniale ii) le délégué du receveur de l'enregistrement et du timbre iii) le représentant de Masen en tant qu'expropriant. Et de membres non permanents i) le délégué de l'inspecteur de l'urbanisme ii) le représentant provincial du ministère de l'agriculture et iii) le représentant provincial de l'ONEE / BE.

Le montant des indemnisations, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) a été fixé à la somme de **200.000,00 MAD à l'Hectare. Soit 80 000 240,00 MAD** pour la superficie de **400Ha 00A 12Ca** du projet. Une demande a été adressée à Monsieur le Gouverneur Directeur des Affaires Rurales au Ministère de l'Intérieur, pour révision du montant des indemnisations jugées très élevé, en date du 20/12/2018, une lettre de rappel a été envoyée par la suite en date du 04/07/2019, mais malheureusement une réponse négative a été donnée à cette requête (voir annexe 09).

5. Projet de Décret Définitif d'Expropriation

Après expiration des délais réglementaires, et accomplissement de toutes les formalités de publications et d'affichages nécessaires et collecte de l'ensemble des certificats et des documents relatifs à l'enquête administrative et à la Commission Administrative d'Evaluation (CAE), un dossier complet relatif au projet définitif du Décret d'Expropriation a été constitué et transmis en date du 04/10/2018 au Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement (MEME) pour établissement du décret définitif d'expropriation (voir annexe 10). Ce dossier comporte :

- Une Note de présentation du projet ;
- Le projet de décret définitif d'expropriation et les plans y afférant ;
- Le projet de décret publié au B.O ;
- L'avis d'affichage du projet de décret au journal ;
- Le certificat de propriété du terrain concerné par le projet d'expropriation ;
- Le dossier de l'enquête administrative.

Le Décret Définitif d'Expropriation a été signé par Le Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement et transmis au Ministère de l'Intérieur pour avis et visa. Le dossier est ensuite envoyé au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) pour approbation du Chef de gouvernement.

6. Publication de Décret Définitif d'Expropriation

Une fois que le Décret Définitif d'Expropriation du projet Noor Guercif a été signé et approuvé par le chef de gouvernement, il a été publié au Bulletin Officiel N°6788 du 20/06/2019 (voir annexe 11).

Ce décret définitif a été également affiché au siège de la commune territoriale de Saka et inséré au journal Assabah (voir annexes 12 et 13).

7. Prochaines étapes d'Expropriation

1. Accord amiable :

Masen prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable avec les propriétaires des terrains non litigieux et pour lesquels il y a accord sur les indemnités. Dans le cas contraire, la phase judiciaire de la procédure d'expropriation sera entamée.

Phase judiciaire :

1. Consignation des indemnités à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) :

Les montants des indemnités provisionnelles seront consignés par Masen à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG). Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

La procédure de consignation des indemnités provisionnelles sera prochainement entamée par MASEN. Suite à cela, une déclaration de consignation sera délivrée par la CDG.

2. Ordonnance de prise de possession par le juge et déclaration de l'utilité publique :

Une requête en référé sera déposée auprès du tribunal administratif compétent pour prononcer la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par MASEN, de l'indemnité provisionnelle fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) auprès de la CDG

Une notification aux différentes parties concernées sera effectuée par un huissier de justice.

3. Jugement de transfert de propriété et Fixation de l'indemnité définitive de compensation :

Le jugement de transfert de propriété sera prononcé d'office au nom de Masen. Quant à la fixation de l'indemnité définitive, elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition, ou elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires.

Ce jugement de transfert sera notifié aux différentes parties prenantes. L'inscription de propriété du terrain dans le registre foncier et le transfert de la propriété au nom de MASEN se feront au niveau des services de la conservation foncière de Guercif.

Par ailleurs, l'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, jugera du maintien ou de la réévaluation de l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant comme indemnité d'expropriation.

Cependant, les expropriés peuvent contester par la suite le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge en appel qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente. Masen, est disposée dans ce cadre à régler toutes les sommes dues en plus fixées par jugement définitif prononcé en faveur des ayants droits.

4. Déconsignation / décaissement des indemnités au profit des ayant droits :

Une fois le jugement définitif de Transfert de propriété et de fixation d'indemnité sera prononcé et que les formalités requises de publicité et d'affichage seront effectuées, une mainlevée sur l'indemnité consignée sera délivrée à la DAR tutelle aux ayants droits pour pouvoir procéder au retrait de la CDG des sommes qui leur reviennent. Ainsi, les sommes qui reviennent aux collectivités seront versées à leur compte spécial ouvert auprès de la Direction des Affaires Rurales (DAR).

V. Estimation du déplacement de population et mesures d'atténuation

Le terrain en question n'a aucune vocation d'habitation pour la population locale, mais est d'une très faible utilisation, par les ayants droits de la collectivité concernée, pour les besoins de parcours de leur bétail.

Ce terrain collectif est géré et utilisé par les communautés en collectivité et n'est pas subdivisé pour être utilisé individuellement. En plus des terres collectives, dont le rendement économique est négligeable, les villages disposent également de terres à vocation agricole potentiellement irrigables et exploitées individuellement.

L'acquisition de ce terrain sera ainsi faite dans un contexte réglementaire, volontaire et sans impacts négatifs particuliers et ne va engendrer aucun déplacement physique de la population locale ou d'activités économiques (hormis le pâturage extensif pratiqué dans la zone d'étude par les membres et les ayants droits des collectivités avoisinantes). Les éventuels impacts du Projet sur son environnement local sont traités dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social réalisée pour le site. Le résultat de cette étude est un plan de gestion environnemental et social intégrant éventuellement des propositions de projets de développement local, à mener par les parties concernées au profit de la population.

Et dès le versement du montant de cession du terrain collectif correspondant auprès de la DAR, cette dernière, en tant que tuteur des communautés concernées par les terrains acquis, est en charge de la gestion des fonds de cette collectivité (répartition des fonds entre ayant-droits selon la procédure en vigueur, réalisation de projets de développement, conservation et apurement juridique d'autres biens). Si une requête spécifique pour la réalisation de projets est formalisée par les Nouabs représentants la collectivité, la DAR peut lancer le processus de développement de projets locaux au bénéfice de la population concernée, et en concertation avec celle-ci.

Le processus de développement de ces projets est composé des étapes suivantes :

- Consultation de la population concernée pour recueillir les besoins et les propositions de projets ;
- Formalisation des propositions de projets par les Nouabs, représentants locaux de la population, et priorisation de ces projets ;
- Validation des projets par les autorités locale et provinciale quant à leur faisabilité technique et leur apport bénéfique et objectif au profit de toute la population concernée ;
- Obtention de l'accord du conseil de tutelle (DAR) ;
- Lancement des études et marchés de réalisation des projets retenus par la DAR au niveau provincial (résultant de la décentralisation de la gestion des projets à partir de 2014) ;
- Réalisation des projets par les entreprises retenues et suivi réalisé par une commission provinciale désignée à cet effet.

Dans la limite des informations recueillies de la DAR, Masen partagera l'état d'avancement des actions à réaliser au profit des communautés dans la zone du projet moyennant l'utilisation des fonds payés contre la cession du terrain nécessaire au projet. Les autres actions volontaires prévues et exécutées par Masen dans le cadre de développement local seront également partagées.

De plus, la réalisation du projet du complexe solaire « Noor Guercif », aura un impact positif majeur sur le marché de l'emploi. Le projet va engendrer d'importantes opportunités d'activités génératrices de revenu et ce en premier lieu au niveau de la création d'emplois directs et indirects.

VI. Méthodes d'évaluation des terrains

L'indemnité relative à la valeur vénale des terrains à mobiliser est déterminée sur la base de la superficie réelle mesurée par un Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé.

En plus, quel que soit le régime foncier des terrains acquis, les dégâts superficiels sont constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de Masen.

Les critères d'évaluations prévus par la loi invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain à la date de la cession est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée ».

Une compensation terre-pour-terre n'est pas envisageable et viable dans le contexte local actuel : en effet, les terrains en question sont très éloignés des villages et sont de valeur négligeable pour des

activités économiques. Aussi, les terrains expropriés ne représentent qu'une faible partie des terrains collectifs. Ainsi, un processus d'indemnisation en espèce a été choisi.

Pour une estimation équitable et juste, des commissions d'évaluation ou d'expertise indépendantes sont instituées par la loi.

a) Détermination du prix de cession des Terrains dans le cadre d'expropriation

Une Commission Administrative d'Evaluation, conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations, s'est réunie en date du 27/11/2018.

Le montant des indemnisations, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) a été fixé pour l'ensemble des parcelles formant le site, par comparaison aux prix de cession dans la région, à la somme de **200.000,00 MAD** à l'hectare.

VII. Budget, calendrier et monitoring

1. Financement

Le financement des coûts générés par le processus d'acquisition des terrains est pris en charge par le budget d'investissement propre de MASEN.

En fonction de l'état d'avancement des projets, une provision budgétaire auprès de la Direction Exploration de MASEN est allouée annuellement aux acquisitions des terrains. Le montant pour l'acquisition de terrain pour le site Noor Guercif est actuellement estimé à près de **80.000.240,00 MAD** (Annexe 09).

2. Calendrier

Le montant des indemnisations sera consigné à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par Masen. Suite à cela, une déclaration de consignation sera délivrée par la CDG.

Une requête en référé sera déposée pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable pour la prise de possession.

Et une requête sera déposée auprès du tribunal administratif pour le transfert de propriété au nom de Masen et la fixation de l'indemnité finale.

Une fois le jugement de transfert définitif de propriété est prononcé au profit de Masen et la fixation de l'indemnité définitive d'expropriation est arrêté, Masen procédera à l'inscription du terrain exproprié en son nom au niveau de la conservation foncière de Guercif. Les opérations de récolement de bornage et d'établissement du plan foncier de l'immeuble seront aussi réalisées par le service du cadastre de Guercif.

Le calendrier final reste tributaire de la réactivité des administrations et autorités intervenantes dans le processus (Tribunal administratif, DAR, ...).

Dates	Etapes relatives au processus d'acquisition
06/06/2018	Lancement de la procédure d'expropriation
27/11/2018	Fixation du prix par la commission administrative d'évaluation (CAE)
20/06/2019	Publication du décret définitif d'expropriation
A venir en 2020	Consignation des indemnités dans un compte de la CDG / Déclaration de la consignation de la compensation à la CDG
	Requête en référé auprès du tribunal administratif pour l'ordonnance de prise de possession
	Ordonnance de prise de possession des terrains
	Requête auprès du tribunal pour fixation de l'indemnité finale et transfert de propriété au nom de Masen
	Prononcé du jugement de transfert définitif de propriété au nom de Masen et fixation de l'indemnité d'expropriation
	Inscription des propriétés expropriées au nom de Masen
	Décaissement des montants consignés au profit des ayants droits finaux

3. Modalités de suivi

Masen est responsable de l'élaboration et du suivi de l'exécution des plans d'acquisition des terrains et le cas échéant des programmes de réinstallation. A ce titre, elle s'assurera que l'ensemble des personnes affectées par le projet et recensées sera effectivement pris en compte et dédommagé selon les modalités figurant dans ce PAT.

A travers l'analyse de l'état d'avancement des activités du PAT, la Direction Exploration et l'équipe Projet de Masen, assureront un suivi et une évaluation systématiques : Pour chaque opération d'acquisition et d'indemnisation, les tableaux de suivi des opérations seront mis à jour et consignés dans des versions actualisées. Ils seront disponibles en cas de besoin pour toute consultation et seront transmis régulièrement aux IFIs, dans le cadre des rapports semestriels d'avancement et autant de fois que demandé par l'IFIs pour les tenir informés des principales évolutions. Le budget relatif au suivi est intégré au budget global de Masen.

VIII. Conclusion

L'ensemble des accords et des prérequis précités ayant été obtenus, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique est en phase bien avancée.

Le Décret Définitif d'Expropriation a été signé par Le Chef du gouvernement et publié au BO en juin 2019. Les montants des indemnisations seront prochainement consignés à la CDG et la procédure judiciaire pourra aussi être entamée.

Le présent processus d'acquisition et d'indemnisation respecte i) le principe des droits des personnes affectées, ii) le cadre légal national en termes d'acquisition et d'indemnisation et iii) les procédures opérationnelles, en matière de sauvegarde sociale et d'acquisition de terrains, des Bailleurs de fonds. Sur cette base, Masen continuera à mettre en œuvre son programme d'expropriation et d'indemnisation selon la réglementation nationale tout en s'assurant que les exigences des IFIs sont constamment observés et respectés.

Le présent Plan d'Acquisition de Terrain (PAT) sera publié sur le site internet de Masen. Il sera soumis à la revue et à l'approbation, le cas échéant, des Institutions Financières Internationales (IFIs) au préalable de sa publication sur leurs sites Internet.

La prise de possession des terrains pourrait intervenir suite à l'ordonnance de prise de possession par le juge du tribunal compétent.

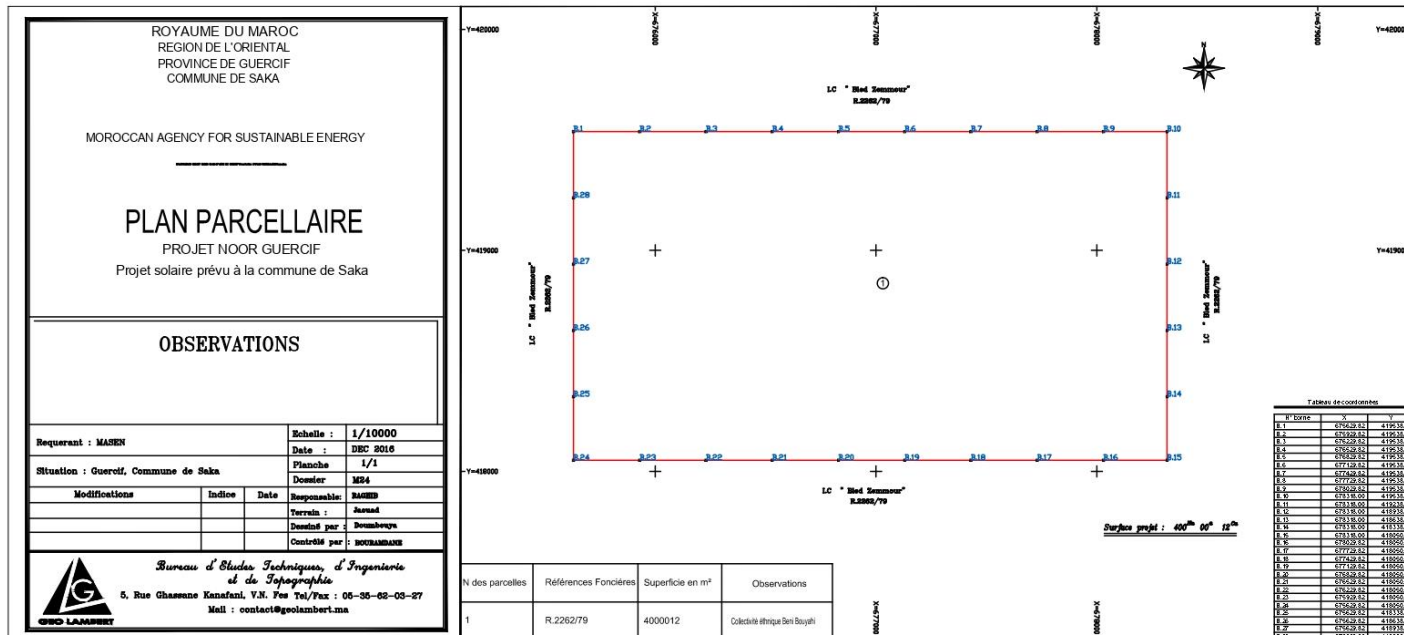
Le démarrage des travaux sera assujéti à la publication du PAT approuvé et au versement et consignation préalable des indemnisations à la CDG.

IX. Annexes

1. **Annexe 01 :** Extrait de la loi 62-17 concernant la tutelle administrative sur les communautés soulalyates et la gestion de leur biens

عدد 6807 - 24 ذو الحجة 1440 (26 أغسطس 2019)	الجريدة الرسمية	5890
المادة 19 يتم كراء عقارات الجماعات السلالية عن طريق المنافسة، وعند الاقتضاء بالمرضاة، على أساس دفتر تحملات، ولمدة تتناسب مع طبيعة المشروع المراد إنجازه. لا تسري أحكام القانون رقم 49.16 المتعلق ببراء العقارات أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي على عقود كراء عقارات الجماعات السلالية. المادة 20 يمكن إبرام عقود التفويت بالمرضاة واتفاقات الشراكة والمبادلة بشأن عقارات الجماعة السلالية لفائدة الدولة والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية والجماعات السلالية الأخرى. كما يمكن إبرام العقود والاتفاقيات المذكورة عن طريق المنافسة أو عند الاقتضاء بالمرضاة، لفائدة الفاعلين العموميين والخواص. تتم مباشرة إبرام العقود والاتفاقات السالفة الذكر بعد مصادقة مجلس الوصاية المركزي. المادة 21 يتم بيع المنتج الغابوي والغلل والمواد المتأتية من أملاك الجماعات السلالية عن طريق المنافسة، وعند الاقتضاء بالمرضاة. المادة 22 تحدد بنص تنظيمي كيفية تطبيق الأحكام الواردة في هذا الباب. الباب الرابع تدبير الموارد المالية للجماعات السلالية المادة 23 يتم تدبير الموارد المالية المتأتية من المعاملات التي ترد على أملاك الجماعات السلالية ومسك الحسابات المتعلقة بها من طرف سلطة الوصاية بتنسيق مع جماعات النواب الممثلة للجماعات السلالية المالكة. المادة 24 تستعمل الموارد المالية للجماعات السلالية لتغطية مصاريف تدبير أملاك هذه الجماعات وتصفية وضعيتها القانونية، لا سيما عن طريق التحفيظ العقاري والتحديد الإداري والدفاع عنها أمام المحاكم. المادة 25 يمكن استعمال الموارد المالية للجماعات السلالية من أجل اقتناء عقارات لفائدتها، وكذا إجراء مبادلات عقارية.	المادة 16 يتم توزيع الانتفاع بأراضي الجماعة السلالية، من طرف جماعة النواب، بين أعضاء الجماعة، ذكورا وإناثا، وفق الشروط والكيفيات المحددة بنص تنظيمي. يعتبر الانتفاع حقا شخصيا غير قابل للتقادم ولا للحجز، ولا يمكن التنازل عنه إلا لفائدة الجماعة السلالية المعنية. تبلغ مقررات جماعة النواب المتعلقة بتوزيع الانتفاع إلى المعنيين بالأمر من طرف السلطة المحلية، ويمكن الطعن فيها من طرف المعنيين بالأمر أو من لدن السلطة المحلية أمام مجلس الوصاية الإقليمي، داخل أجل ثلاثين يوما من تاريخ تبليغها. المادة 17 يمكن تقسيم الأراضي الفلاحية التابعة للجماعات، والواقعة خارج دوائر الري وغير المشمولة بوثائق التعمير، وإسنادها على وجه الملكية المفردة أو المشاعة، لفائدة عضو أو عدة أعضاء بالجماعة السلالية المعنية، ذكورا وإناثا. تسري على عمليات إسناد القطع الأرضية على وجه الملكية الناجمة عن تطبيق هذا القانون أحكام القانون رقم 34.94 المتعلق بالحد من تقسيم الأراضي الفلاحية الواقعة داخل دوائر الري ودوائر الاستثمار في الأراضي الفلاحية غير المسقية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.95.152 بتاريخ 13 من ربيع الأول 1416 (11 أغسطس 1995). المادة 18 يمكن للجماعة السلالية، بعد إذن سلطة الوصاية، أن تطلب تحفيظ أملاكها العقارية وتنبع جميع مراحل مسطرة التحفيظ العقاري بواسطة جماعة النواب، كما يمكنها أن تتعرض على مطالب التحفيظ التي يتقدم بها الغير، إلا أن رفع هذا التعرض، كليا أو جزئيا، لا يمكن أن يتم إلا بإذن من مجلس الوصاية المركزي. يمكن لسلطة الوصاية، بمبادرة منها أو بطلب من الجماعة السلالية المعنية، أن تبشر مسطرة التحفيظ العقاري باسم هذه الجماعة السلالية. يؤسس الرسم العقاري في اسم الجماعة السلالية المعنية.	

2. Annexe 02 : Plan et état parcellaire du projet Noor Guercif



3. Annexe 03 : Publication du Projet de décret d'expropriation au Bulletin Officiel (B.O)

عدد 5510 - 21 رمضان 1439 (6 يونيو 2018)

الجريدة الرسمية

8282

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وبنزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم جرسيف.

يوجد الملف وكذا الدفتر المعد لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهمهم الأمر رهن إشارة العموم بمكاتب الجماعة الترابية صاكة بإقليم جرسيف، خلال أوقات العمل الرسمية، وذلك لمدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع المرسوم في الجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات الإدارية والقانونية).

كما وضع مشروع المرسوم والتصميم التجزيئي لدى المحافظة العقارية والرهون بجرسيف قصد تسجيل مشروع مرسوم نزع الملكية على الرسوم العقارية ومطالب التحفيظ المنزوعة الملكية. تبعا للفصل 12 من القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وبنزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم جرسيف.

الفصل الأول: مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف.

الفصل الثاني: تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطعة الأرضية المبينة في الجدول الآتي بعده والمعلم عليها باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/10000 المضاف إلى أصل هذا الإعلان والمبينة في الجدول الآتي:

رقم القطعة الأرضية	المراجع العقارية	اسماء الملاكين أو المفروض أنه الملاكون وعناوينهم	المساحة			ملاحظات
			س	آر	هـ	
1	مطلب التحفيظ عدد 79/2262	وزير الداخلية بصفته وصي على الجماعة السلالية " بني بويحيى "	12	00	400	قطعة تستخرج من مطلب التحفيظ عدد 7918/2262 ذي المساحة الإجمالية 11057.8095 هكتار

الفصل الثالث: يخول حق نزع الملكية إلى الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن".

الفصل الرابع: يعهد بتنفيذ مشروع المرسوم، الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة ورئيس الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن" كل واحد منهما فيما يخصه.

بصمات

ترك العديد من الأشخاص بصماتهم في تاريخ المغرب، سواء في السياسة أو الرياضة أو العمل الجماعي أو الدفاع عن قضايا حقوق الإنسان. "الصباح" تسلط من خلال هذه البورتريهات الضوء على أهم هذه الشخصيات...

الأب جيكو... حكاية خلاف

محمد بن الحسن التونسي المعالي المعروف بلقب الأب جيكو الذي أطلق عليه من قبل الصحافة الفرنسية تشبيهاً بالأب لابن فرنسيس اسمه جيكو. نظرًا لانتشار طريقة اللعب والفساد القبيح عند كلا اللاعبين وهو يؤسس إيراد الرياضي لفرقة القدم نادي الرجاء الرياضي لفرقة القدم. كان له يد في التكوين الاقتصادي في مجال القطاع المالي في المغرب.

من الحسن بن يوسف (1909)، وهو، بدوره، ابن أستاذ العربية من تراثات بعض من أول المرين الغارية الحاصلين في علوم الشكوى وذلك بإيجاز خارج الإطار الفرنسي المؤثر آنذاك في المغرب إضافة إلى ثقافته الواسعة في الجوانب السياسية والاقتصادية.

العلاني قصة خلاف مع الإرداء انتهت بولادة أسطورة الرجاء وسر تولته الشهرة. ساكنون فريفا يقتسم مع الإرداء هواء البيضاء. الأب جيكو هو صانع انتصارات الإرداء والرجاء، ومعلم الميراثات ومعلمها أيضًا. كان الأب جيكو من مؤسسي إيراد، فكما عاين الفريق الأحمر الذي أحبه من كل أعلاه بعد مسيرة من الخطأ وأنه إن شاء الله حصل بصفة أمين الفريق وينسب الفريق بعدد إلى الاستقلالية وتسلل الخلاف مع مسؤولي الإرداء نغرا، لا كان الجميع مؤمنًا باستقلالية الفريق بين الأب وابنته في مرب ولف حفس عشرة سنة من حياته لولاد أبيه من

فئات أكادير من اللاعبين والمربين ويرجع المنتسبون لفرقة الرجاء، إلى لحظة تغيير الفكر المسير. كان محمد بن الحسن حصة اللاعبين في معسكر تدريبهم بشاريات، لتقوم بخص انتصار الإرداء على الفوق لفرقة القدم، حينها تغير المكتب وفكر الاستقلال عن الأب جيكو تامة ماعا لتفادي الاعتقالات وربما عند عودته من المعسكر، سأل المسؤولين عن سر الأمر، فلم يعطوه مدرا حقيقيا، بل اصوروا على الخشنة عما بدأه لتفادي الاستقلال. دخل الأب جيكو من الإرداء وترأس لفرقة الرجاء من قفاته تولده. فعاش الرجل ما يشبه الاعتقال بعدا عن جبابرة الفرقة وأصبح الأب جيكو أمرا ذا الحدث كمن وقع بين الحسد والغيرة لفرقة القدم وحول الصناديق التي غارم الذي لم يرض من جراء هذه القطعة فربض خفيرون. راه فسري ومفوضا لفرقة في اليد فأن أن يوازي حيدته وكذا الاعتقال البرابطة. اندم الأمر إلى معومات الأب جيكو الذي لم يمتكن من العود، امداهول الخطب خاصة أنه تعرض لخطر الموت ثلاث مرات فقد أطلق عليه الفرقة لفرصاته انه احتلال بوز الإرداء في المعسكر في شارع السوسين برب السطاف.

وعند الأب جيكو في الانتقام من خاتمه واعتقل الأربعة من الخلف والوداد زوجته كته غاري جيب عليها قصير، معتمرا، الضربة التي لقتني فوسوس، منها إلى السقاء، راه اصمعي من اصداني ما اعاني لها قار عليه. وبدأ الأب جيكو بعد انقائه إلى السقاء البحث عن فريق يناسب الإرداء، لتوجهت بوابه صوب سباب الحميدة الذي فتح معه عدة سنة وأحد قبل أن يجد نفسه داخل الإرداء الفريق الذي يستلم مع الإرداء هواء المدينة من هذا انتقلت الحميدة.

نور الدين الكرف

"عيشة القياد"

تحفهم الأساطير مثل كائنات خرافية، رغم أنهم بشر من لحم ودم عاشوا حياتهم، بالطول والعرض، في سياق اجتماعي وسياسي لعبوا دور الضامن لاستمرار نظام المخزن في زمن "السبيبة"، فرغم الكتابات والدراسات والبحوث الأنتروبولوجية التي أُنجزت خلال الخمسين سنة الماضية حول الظاهرة القاعدية في المغرب، مازال الشغف كبير لمعرفة مزيد من التفاصيل عن رجال "استثنائيين" نسجت حولهم القصص والحكايات، واختص العام والخاص في حياتهم حد التشابه، فمن هم هؤلاء؟ ومن أين جاؤوا؟ وكيف اختارهم المخزن لهذه المهمة؟ وما هي الشروط التي توفرت فيهم وغابت في غيرهم؟ وكيف تمتعوا باستقلال مالي وسياسي حولهم إلى ملوك صفار في ممالك مغرب نهاية القرن 19.

إعداد: يوسف الساكح الحلقة الرابعة

الحاجي... عاشق الأندلسي

حاول القائد عيسى بن عمر تصفيته لولا تدخل القائد إدريس بن عيسى



القائد الحاجي حكم زما، 39 سنة من 1900 إلى 1939 (أرشيف)

إدريس بن عيسى، وبغضير السباح مصطفى حمزة دار القائد الحاجي، التي مازالت بعض معالمها قائمة إلى اليوم، أيقونة تاريخية شاهدة على عيشة رجل - فالحمد الرئيسة - عاش على عظمة المأخوذ الرئيسية فوشاش التي انتشرت فيها عدة معالم بـ "المرس الخزين متوجه الزراعي والغلاحي، المخزون الاستراتيجي لتكوين القبيلة في حالة السلم، أو الحرب أو الجفاف"، تقاليد معالم عدة استعملت لرباعة وتربية الولاب والمواشي داخل بغال إيل، (...) وزبيرة مخصصة لزوج لاب السيد، مجانبها عدة تقاليد أخرى عليها موقع إيل الباحث، في تعظيم محليته إلى رغم وجود دار القائد الحاجي بالبحر القوي لا أن التابع للنسب والمواشي كان سدة بارداً على سبيل المثال، والربوبي مثالاً فلم كانت تتغير على جناح مخصص لمربية وتعليم فن الموسيقى الأندلسية بمواصفات راقية تعكس رقي القائد الحاجي وأصناف أن الجناح كان يضم جوتا نسوا للربوبي الأندلسية يقوم بأجاء الفحلات والسموات الخاصة وكانت من أبرز النساء المكونة للفريق الربوبي ذاته الفاتنين وجملة الفرقة "عود الصباح"، يراس الموق القائد المراكشي الأصل آبا مشوم.

وتسجل بعض الوثائق التاريخية أن علاقة المصاهرة التي جمعت بينه وبين القائد الفخوي عززت الجانب الإنساني والاجتماعي بينهما، بخلاف العلاقة المؤثرة بينه وبين القائد عيسى بن عمر، الذي حاول تصفيته لولا تدخل القائد

إمكاناته المادية والعسكرية، لكن هذا النفوذ مستقل عن دخول الحماية في 1912، على اعتبار أن الرجل كان له موقف واضح من الفرنسيين، ما أدى إلى نزوح قبيلتين من حوزته وإضافتهما للقائد حوايز.

عاصر القائد عيسى بن عمر العدي والقائد أحمد بن الضو الحمري والتهامي وكلاوي والتندافي وآخرين، لكن كانت له وجهة نظر مختلفة وتبني خاص للحكم القاندي وعلاقته بباركن، وكذا إعلانه في الحشيش والحياة من خلال مزج دقي بين الحديثة والمداولة.

في نخوم قبائل الشبالة وعدة، مازالت قصة القائد الحاجي شاهدة على قيمة رجل من عيار القائد الكبار الذي شكل استثناء من زعمائه في الثلث الأول من القرن العشرين، وكثيرا ما ذكرته بعض الدراسات ومذكرات مسؤولين وأطباء عاشوا الحياة الاستعمارية بجناديها وصراعاتها الفخمة والفاخرة.

خلال جولة بالقصبة الحماجية، سئلت من حياة قائد حكم زمامه 39 سنة وتحميدا من 1900 إلى سنة 1939. وكان مجال قيادته شاسعا جدا، ما ساهم في توسيع

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه

من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وينزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم جرسيف.

يوجد الملف وكذا دفتر المعد لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهيمهم الأمر رهن إشارة العموم بمكاتب الجماعة الترابية صاكة بإقليم جرسيف، خلال أوقات العمل الرسمية، وذلك لمدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع المرسوم في الجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات الإدارية والقانونية).

كما وضع مشروع المرسوم والتصميم التجزيئي لدى المحافظة العقارية والرهون جرسيف قصد تسجيل مشروع مرسوم نزع الملكية على الرسوم العقارية ومطلب التحفظ المزعومة الملكية. تبعا للفصل 12 من القانون رقم 81 7 المتعلق بنزع الملكية

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه

من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وينزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم جرسيف.

الفصل الأول: مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف.

الفصل الثاني: نزع بناء على ما ذكر ملكية القطعة الأرضية المبنية في الجدول الآتي بعده والمعلم عليها باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/10000 المضاف إلى أصل هذا الإعلان والمبنية في الجدول الآتي:

رقم القطعة الأرضية	المرجع العقارية	المساحة		اسماء المالكين أو المفروض أنه المالكون وعائلاتهم	ملاحظات
		س	أ		
1	مطلب التخطيط عدد 79/2262	12	00	400	قطعة مستخرج من طلب التخطيط عدد 7918/2262 ذي المساحة الإجمالية 11458 هكتار

الفصل الثالث: يخول حق نزع الملكية إلى الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن".

الفصل الرابع: يعهد بتنفيذ مشروع المرسوم، الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة. ورئيس الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن" كل واحد منهما فيما يخصه.

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه

من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وينزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم تارودانت.

يوجد الملف وكذا دفتر المعد لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهيمهم الأمر رهن إشارة العموم بمكاتب الجماعة الترابية لمشرع العين بإقليم تارودانت، خلال أوقات العمل الرسمية، وذلك لمدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع المرسوم في الجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات الإدارية والقانونية).

كما وضع مشروع المرسوم والتصميم التجزيئي لدى المحافظة العقارية والرهون تارودانت قصد تسجيل مشروع مرسوم نزع الملكية على الرسوم العقارية ومطلب التحفظ المزعومة الملكية. تبعا للفصل 12 من القانون رقم 81 7 المتعلق بنزع الملكية

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه

من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن)، وينزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض بإقليم تارودانت.

الفصل الأول: مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم تارودانت.

الفصل الثاني: نزع بناء على ما ذكر ملكية القطعة الأرضية المبنية في الجدول الآتي بعده والمعلم عليها باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/10000 المضاف إلى أصل هذا الإعلان والمبنية في الجدول الآتي:

رقم القطعة الأرضية	المرجع العقارية	المساحة		اسماء المالكين أو المفروض أنه المالكون وعائلاتهم	ملاحظات
		س	أ		
1	الرسو العقاري عدد 39/28858	84	57	392	قطعة مستخرج من الرسو العقاري عدد 18/74287 ذي المساحة الإجمالية 1020 هكتار

الفصل الثالث: يخول حق نزع الملكية إلى الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن".

الفصل الرابع: يعهد بتنفيذ مشروع المرسوم، الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة. ورئيس الوكالة المغربية للطاقة المستدامة "مازن" كل واحد منهما فيما يخصه.

5. Annexe 05 : Avis de dépôt du projet du décret d'expropriation à la commune territoriale de Saka.



**نزع الملكية
بحث
إعلان عن الوضع**

مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة نزع ملكية القطع الارضية اللازمة لبناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف.

يعلن للعموم أنه قد وضع بمكاتب الجماعة الترابية لصاكة ، ملف البحث المتعلق بنزع ملكية الأراضي اللازمة للمشروع المذكور أعلاه.

ويحتوي الملف على سجل مخصص لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهمهم الأمر.

وفي هذا الصدد، ينبغي إثارة انتباه الملاكين المعنيين إلى أنه يتحتم عليهم أن يصرحوا بواسطة رسالة موجهة إلى الجماعة المحلية، أو بواسطة التدوين بسجل الملاحظات أسماء مستأجري الأراضي والمكترين وغيرهم ممن بيدهم حقوق تتعلق بالعقارات المنزوعة ملكيتها.

وفي حالة إغفال الإجراء السالف الذكر، يبقى الملاكون وحدهم مدينون لهؤلاء الأشخاص بالتعويضات التي قد يطالبون بها.

كما يجب على ذوي الحقوق المذكورة أن يعرفوا بأنفسهم وإلا سقطت حقوقهم.

حرر بالجماعة الترابية لصاكة ، بتاريخ 08 يونيو 2016
توقيع رئيس الجماعة الترابية لصاكة



بوجمعة حدوتسي
رئيس جماعة صاكة
Boujamas HADDOUTI
Président de CIR de SAKA

Masen – مازن

شركة مجهولة الاسم ، رأسمالها 2.250.000.000 درهم

المقر الاجتماعي: محطة المعاجلة، شارع محمد بلحسن الوزاني ، ص ب : 10002 شالة – الرباط
العنوان البريدي : رقم 50 الطريق المداري الجنوبي الرباط - الدار البيضاء، عمارة أ-ب، زينيت، السويبي، الرباط
الهاتف : 537 57 45 50 (0) 212 الفاكس : 537 57 14 74 (0) 212

6. Annexe 06 : Attestation de dépôt, de publication et d'affichage du projet du décret d'expropriation à la commune territoriale de Saka.



نزع الملكية

بحث

شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان

إن رئيس الجماعة الترابية لصاكة، إقليم جرسيف؛
يشهد أنه طبقا لمقتضيات الفصل 10 من ظهير 11 رجب 1402 (6 ماي 1982)
بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت؛

1) قد وضع بمكاتب الجماعة الترابية لصاكة، مشروع مرسوم مرفقا بتصميم يوضح
الأماكن المنزوعة ملكيتها ويعلن أنه من المنفعة العامة بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم
جرسيف.

2) قد نشر و ألصق تحت إشرافي في الأماكن المعدة لذلك ليعلم الجمهور بما يلي:

أ- بوضع ملف للبحث بمكاتب الجماعة المعنية بالأمر.
ب- بوجود سجل للملاحظات رهن إشارة العموم خلال ساعات العمل بمكاتب الجماعة التي
تدخل الأراضي المنزوعة تحت نفوذها.

3) قد نشر مشروع مرسوم نزع الملكية في الجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات الإدارية)
رقم... 5510... بتاريخ 18/6/6. وكذلك في جرائد الإعلانات الإدارية.

4) قد فتح سجل للملاحظات لمدة شهرين ابتداء من 18/6/6 إلى غاية 18/8/6 لتقبل
ملاحظات وتصريحات المعنيين بالأمر، لكي يعرف الملاكون بأنفسهم أو يقدموا أسماء
مستأجري الأراضي الزراعية والمكتريين وغيرهم ممن بيدهم حقوق تتعلق بالعقارات
المنزوعة ملكيتها، وأنهم في حالة عدم تقديم أسمائهم يبقون وحدهم مدينون لهؤلاء
الأشخاص بالتعويضات التي قد يطالبون بها.

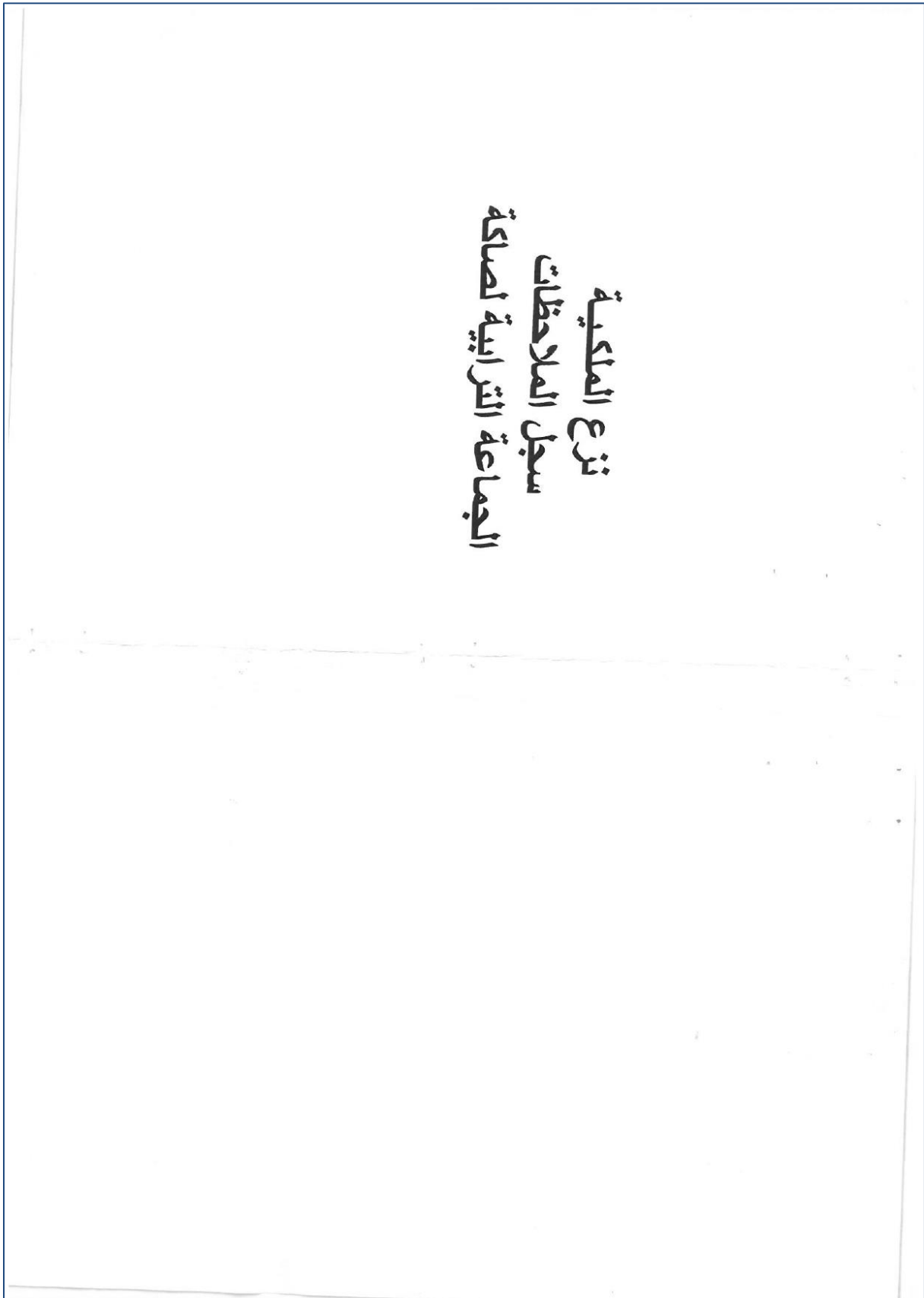
حرر بالجماعة الترابية لصاكة، بتاريخ... 06... جوان 2018
توقيع رئيس الجماعة الترابية لصاكة

وزارة الداخلية
جماعة
صاكة
مجلس الجماعة
الترابية
لصاكة

بوجمع حدوتي
رئيس جماعة صاكة
Boujmaa HADDOUTI
Mazen - SAKA

شركة مجهولة الاسم، رأسمالها 2.250.000.000 درهم
المقر الاجتماعي: محطة المعالجة، شارع محمد بلحسن الوزاني، ص ب : 10002 شالة - الرباط
العنوان البريدي : رقم 50 الطريق المداري الجنوبي الرباط - الدار البيضاء، عبارة أ- ب، زينيت، المويسي، الرباط
الهاتف : 50 45 57 537 (0) 212 الفاكس : 74 14 57 537 (0) 212

7. Annexe 07 : Registre d'observations et remarques déposé à la Commune territoriale de Saka.



امضاء
بوجمعة حدوتي



نزاع الملكية

بحث

سجل الملاحظات

بناء محطة الطاقة الشمسية بالقليم جرسيف.
ان رئيس الجماعة الترابية لصاكة الموقع اسفله .
يشهد ان هذا السجل يحتوي على (10) عشر ورقات قد فتح
بتاريخ..... 18/06/2018 للتدوين:
أ- الملاحظات المحتملة للمعنيين بالأمر حول مشروع نزع ملكية الأراضي
اللازمة لبناء محطة للطاقة الشمسية بالقليم جرسيف.
ب - تصريحات الملاكين التي بواسطتها قدموا أسماء مستأجري الأراضي
الزراعية والمكرنين وغيرهم ممن يبدون حقوق تتعلق بالمعارات المنزوعة
ملكيتها او التي بواسطتها عرف الأشخاص الآخرين بشخصياتهم
وحرر ب..... كتبت بتاريخ 18/06/2018

ان رئيس الجماعة الترابية لصاكة

يشهد أن هذا السجل (لا) يحتوي على..... ملاحظات
تم اقلاله بتاريخ..... 18/06/2018
وحرر ب..... بتاريخ 18/06/2018

توقيع رئيس الجماعة الترابية لصاكة



امضاء
بوجمعة حدوتي



8. Annexe 08 : Certificats de propriété des parcelles de terrain objet du projet d'expropriation.

رمز للتحقق من البيانات
 D8C3B92B-F873-435D-AA0D-325B32BA7F13



شهادة الملكية

إن المحافظ على الأملاك العقارية بجرسيف الممضي أسفله يشهد أن بيانات الوضعية المادية و القانونية للرسم العقاري عدد 79/10452 هي كالتالي :

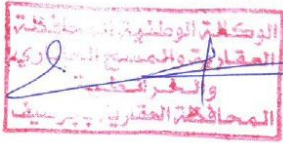
بيانات الملك
الملك المسمى " بلاد زمور "، ذي الرسم العقاري عدد 79/10452 الكائن بإقليم جرسيف الجماعة القروية صاكة مساحته 11458 هكتار المتكون من أرض فلاحية ورعوية
بيانات المالك
1- الجماعة السلالية بني بويحيى () CEBB(COLLECTIVITE ETHNIQUE BNI BOUYAHI)

بيانات الحقوق العينية والتحملات العقارية والشروط على الملك وعلى المالك

1 - المقيّد بتاريخ: 2018/07/27 (سجل : 11 عدد: 550) الملك المؤسس له هذا الرسم العقاري يخترقه الطريق السيار الرابط بين فاس ووجدة وطرق وممرات ووديان وشعاب ويوجد به دوار جبوية ومدرسة ومسجد وبنيات وابار واجهزة الاتصالات وأراضي رعوية وأخرى بورية .

2 - مشروع نزع الملكية المقيّد بتاريخ: 2018/07/27 (سجل : 11 عدد: 552) بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف تبلغ مساحتها 400 هكتار 00 ار 12 سنتيار لفائدة الوكالة المغربية للطاقة المستدامة مازن حرر بجرسيف في: 2018/09/27 على الساعة 14 و 48 دقيقة و 35 ثانية

عن المحافظ و بأمر منه




 Abdessamad

سجل المداخليل :

رقم : 4536

مدفوع : 100 درهم

بتاريخ : 2018/09/27

طالب الشهادة : منال شطواناني

رسم عقاري عدد : 79/10452 الصفحة (1/1)

Service de la Conservation Foncière de Guercif

مصلحة المحافظة العقارية لجرسيف

شارع محمد الخامس جرسيف الهاتف : 060102786 ، الفاكس : 065105370

Avenue Mohamed V Guercif Tel : 060102786 . Fax : 065105370

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم جرسيف
الكتابة العامة
قسم الشؤون القروية

محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم

مشروع الطاقة الشمسية "نور جرسيف"

بناء على المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) بتطبيق القانون المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاقتلال المؤقت الصادر الأمر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 ماي 1982)، وتبعا لرسالة السيد عامل إقليم جرسيف عدد 7703 بتاريخ 2018/11/23، انعقد يومه الثلاثاء 27 نونبر 2018 اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم بمقر الكتابة العامة لعمالة إقليم جرسيف، لتحديد القيمة التجارية للقطعة الأرضية الجماعية المخصصة لبناء مركب « نور جرسيف » للطاقة الشمسية موضوع مسطرة نزع الملكية لأجل المنفعة العامة من قبل الوكالة المغربية للطاقة الشمسية، وقد حضر هذا الاجتماع السادة:

- | | |
|------------------------|--|
| 1- عبد المغيث بن كيران | : الكاتب العام للعمالة رئيسا . |
| 2- محمد العربي بن قاسم | : قائد قيادة صاكة. |
| 3- زروالي ميمون | : ممثل دائرة أملاك الدولة بوجدة . |
| 4- لحصايي الرطايي | : رئيس مصلحة التسجيل والتنبر بجرسيف . |
| 5- عبد السلام لكحل | : ممثل مصلحة الضرائب بجرسيف . |
| 6- خالد القباقي | : ممثل المديرية الإقليمية للمياه والغابات |
| 7- جمال اليعياوي | : ممثل المندوبية الإقليمية للطاقة والمعادن بوجدة . |
| 8- سمير صالح | : ممثل المديرية الإقليمية للفلاحة بجرسيف . |
| 9- عطاوي | : ممثل الوكالة المغربية للطاقة الشمسية بالرباط . |
| 10- جمعة صلك | : رئيسة قسم الشؤون القروية بالعمالة |
| 11- عبد الحق الشارفي | : ممثل قسم التعمير والبيئة بالعمالة |

افتتح السيد الكاتب العام الاجتماع شاكرا الحاضرين على تلبيتهم دعوة الحضور مذكرا إياهم بموضوع الاجتماع ،الذي خصص لتحديد قيمة القطعة الأرضية الجماعية مساحتها 400 هكتار 00 آر 12 سنتيار، التابعة للعقار الجماعي المسمى " أولاد زمو" ذي الرسم العقاري عدد 10452/79 في ملكية الجماعة السلالية بني بويحيي ، الكائنة بالجماعة الترابية صاكة موضوع

مسطرة نزاع الملكية لأجل المنفعة العامة من قبل الوكالة المغربية للطاقة الشمسية المخصصة لبناء مركب « نور جرسيف » كما أكد على الأهمية الإستراتيجية للمشروع بالنسبة للمنطقة من الناحية الاقتصادية والاجتماعية .

- وهكذا، وبعد المناقشة وتبادل الآراء بين أعضاء اللجنة، واستئناسا بنقط المقارنة التالية:
- تفويت عقار جماعي لفائدة وزارة التجهيز والنقل واللوجستيك من أجل إنجاز الطريق السيار وجدة-فاس ، والذي حدد في خمسة عشر درهم للمتر مربع الواحد (15,00 درهم) .
 - تفويت قطعة أرضية جماعية لفائدة الجماعة الترابية صاكة بثمان 25 درهم للمتر مربع موضوع قرار مجلس الوصاية رقم 141-م ع 18-08 الصادر بتاريخ 2018/10/11.
- وبعد التعرف على العقار موضوع طلب نزاع الملكية والتأكد من كونه مناسب للغاية المقصودة فإن اللجنة اتفقت على تحديد قيمته التجارية في مبلغ عشرون درهم للمتر مربع (20,00 درهم).

التوقيعات :

السيد الكاتب العام لعمالة جرسيف

امضاء : محمد : السعيد بن كيران
ممثل الوكالة المغربية للطاقة الشمسية بالرباط
مع د. كمال
Chargé de Prospection Senior

ممثل المديرية الإقليمية للفلاحة بجرسيف

ممثل مصلحة الضرائب بجرسيف

ممثل المديرية الإقليمية للمياه والغابات بجرسيف

ممثل قسم التعمير والبيئة بالعمالة

قائد قيادة صاكة

ممثل أملاك الدولة بوجدة

رئيس مصلحة التسجيل والتبليغ بجرسيف

ممثل المديرية الإقليمية للطاقة والمعادن بوجدة

رئيسة قسم الشؤون القروية بالعمالة

10. Annexe 10 : Lettre adressée au MEME pour établissement du décret définitif d'expropriation



الرباط في 04 أكتوبر 2018

إلى
السيد وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة

الموضوع: نزع الملكية - بناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف.

المرفقات: - مذكرة تقديم

أ- مشروع المرسوم النهائي لنزع الملكية + التصميم المتعلق به

ب- مشروع مرسوم نزع الملكية المنشور بالجريدة الرسمية

ج- مشروع مرسوم نزع الملكية المنشور بجريدة الصباح

د- شهادة الملكية الخاصة بالقطعة الأرضية موضوع مشروع نزع الملكية

هـ - ملف البحث الإداري

و - قرص مدمج

سلام تام بوجود مولانا الإمام،

و بعد، يشرفنا أن نذكركم أنه في إطار إنجاز المخطط المغربي « نور » للطاقة الشمسية، تعتزم الوكالة المغربية للطاقة المستدامة تعبئة وعاء عقاري ذي مساحة إجمالية تبلغ 400 هكتار 12 س، الكائن بالجماعة الترابية "صاكة" بإقليم جرسيف، سيخصص لمشروع محطة الطاقة الشمسية « نور - جرسيف ».

و عليه، ونظرا للصبغة الاستعجالية التي يكتسيها إنجاز هذا المشروع في الآجال المحددة، وخاصة تعبئة الوعاء العقاري، نطلب منكم التفضل باتخاذ الإجراءات اللازمة لإعداد ونشر المرسوم النهائي لنزع الملكية من أجل المنفعة العامة للقطعة الأرضية اللازمة لإنجاز مشروع محطة الطاقة الشمسية « نور - جرسيف ».

وتفضلوا بقبول فائق التقدير والإحترام، و السلام.



Mustapha BAKKOURY
Le Président Directeur Général

ماسن - Masen

شركة مسجلة الاسم : رأسمالها 2.250.000.000 درهم

المقر الاجتماعي: رقم 50 الطريق الماروي الجنوبي الرباط - الدار البيضاء، عمارة أ-ب، زينيت، المينسي، الرباط

الهاتف : 537 57 45 50 (0) 212 الفاكس : 537 57 14 74 (0) 212

11. Annexe 11 : Publication du décret définitif d'expropriation au Bulletin Officiel N°6788 du 20/06/2019

4524

الجريدة الرسمية

عدد 6788 - 16 شوال 1440 (20 يونيو 2019)

المادة الرابعة

يعهد بتنفيذ ما جاء في هذا المرسوم، الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة والرئيس المدير العام للوكالة المغربية للطاقة المستدامة «مازن»، كل واحد منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019).

الإمضاء : سعد الدين العثماني.

وقعه بالعطف :

وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة،

الإمضاء : عزيز رباح.

مرسوم رقم 2.19.414 صادر في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019) بإعلان أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم قلعة السراغنة من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن) وبنزع ملكية القطعتين الأرضيتين اللازمتين لهذا الغرض.

رئيس الحكومة،

بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 من رجب 1402 (6 ماي 1982) ؛

وعلى المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) في شأن تطبيق القانون رقم 7.81 المشار إليه أعلاه ؛
وبعد الاطلاع على ملف البحث الإداري المباشر من 6 يونيو إلى 6 أغسطس 2018 بمكاتب جماعتي الهيدانة وأولاد زراد ؛

وبإقتراح من وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة وبعد استشارة وزير الداخلية،

رسم ما يلي :

المادة الأولى

يعلن أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم قلعة السراغنة.

المادة الثانية

تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطعتين الأرضيتين المبينتين في الجدول الآتي بعده والمعلم عليهما باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/15000 الملحق بأصل هذا المرسوم :

مرسوم رقم 2.19.413 صادر في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019) بإعلان أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف من طرف الوكالة المغربية للطاقة المستدامة (مازن) وبنزع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض.

رئيس الحكومة،

بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 من رجب 1402 (6 ماي 1982) ؛

وعلى المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) في شأن تطبيق القانون رقم 7.81 المشار إليه أعلاه ؛

وبعد الاطلاع على ملف البحث الإداري المباشر من 6 يونيو إلى 6 أغسطس 2018 بمكتب جماعة صاكة ؛

وبإقتراح من وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة وبعد استشارة وزير الداخلية،

رسم ما يلي :

المادة الأولى

يعلن أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم جرسيف.

المادة الثانية

تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطعة الأرضية المبينة في الجدول الآتي بعده والمعلم عليها باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/10000 الملحق بأصل هذا المرسوم :

رقم القطعة الأرضية	مرجعها العقاري	اسم وعنوان المالك أو المقروض أنه المالك وعنوانه	المساحة	ملاحظات	
			س	أر	هـ
1	الرسم العقاري عدد 79/10452 (مطلب التحفيظ 79/2262 سابقا)	وزير الداخلية بصفته وصيا على الجماعة السلالية «بني بويحيى»	12	00	قطعة تستخرج من الرسم العقاري عدد 79/10452 ذي المساحة الإجمالية 11458 هكتار (مطلب التحفيظ عدد 79/2262 سابقا)

المادة الثالثة

يفوض حق نزع الملكية إلى الرئيس المدير العام للوكالة المغربية للطاقة المستدامة «مازن».

12. Annexe 12 : Publication du décret définitif d'expropriation à la commune territoriale de Saka.

”بلوكاج“ واحتجاجات على صمت الإدارة الترابية وصلت حد الاعتصام لئلا بمقرات جماعات



في التوالي، وبعد «الصباح» و«المفتش»
 العامة التابعة لسلطة إشراف رئيس جماعة الهورانيين
 الكاتب العام السابق لعمالة، بخصوص صفقات
 تدبرها مافوق قدرات الجماعة، كما في حالة الصفحات
 20 و21، وتتمثل استفسارات ابن خليفة بطلب إعفاءات
 سيولة منهجية لصالح الأراضي غير المأهولة وتخصيص
 أرض توجد في إطار الخصخصة، بالإضافة إلى ملف
 المتنازع على أجور الأماويز الحرس، «تكاليف»
 في بئر متخفية في ملف متخفية يتعلق باستعمال
 الحلول «الزوايا» أو «القصبات» باستعمال
 وفواتير «الزوايا» التي لا توجد فيها على وجه الخصوص
 في بعض الصفحات، كما في الصفحات 22 و23 و24 و25
 كما يتعلق بالتنازع على أجور الأماويز الحرس، «تكاليف»
 استحداث في حالة سيطرة جماعة الهورانيين على العنصر
 الإدارة العمومية وإشترار الفلاحة، كما في الصفحات
 26 و27 و28 و29 و30 و31 و32 و33 و34 و35 و36 و37 و38 و39 و40 و41 و42 و43 و44 و45 و46 و47 و48 و49 و50 و51 و52 و53 و54 و55 و56 و57 و58 و59 و60 و61 و62 و63 و64 و65 و66 و67 و68 و69 و70 و71 و72 و73 و74 و75 و76 و77 و78 و79 و80 و81 و82 و83 و84 و85 و86 و87 و88 و89 و90 و91 و92 و93 و94 و95 و96 و97 و98 و99 و100 و101 و102 و103 و104 و105 و106 و107 و108 و109 و110 و111 و112 و113 و114 و115 و116 و117 و118 و119 و120 و121 و122 و123 و124 و125 و126 و127 و128 و129 و130 و131 و132 و133 و134 و135 و136 و137 و138 و139 و140 و141 و142 و143 و144 و145 و146 و147 و148 و149 و150 و151 و152 و153 و154 و155 و156 و157 و158 و159 و160 و161 و162 و163 و164 و165 و166 و167 و168 و169 و170 و171 و172 و173 و174 و175 و176 و177 و178 و179 و180 و181 و182 و183 و184 و185 و186 و187 و188 و189 و190 و191 و192 و193 و194 و195 و196 و197 و198 و199 و200 و201 و202 و203 و204 و205 و206 و207 و208 و209 و210 و211 و212 و213 و214 و215 و216 و217 و218 و219 و220 و221 و222 و223 و224 و225 و226 و227 و228 و229 و230 و231 و232 و233 و234 و235 و236 و237 و238 و239 و240 و241 و242 و243 و244 و245 و246 و247 و248 و249 و250 و251 و252 و253 و254 و255 و256 و257 و258 و259 و260 و261 و262 و263 و264 و265 و266 و267 و268 و269 و270 و271 و272 و273 و274 و275 و276 و277 و278 و279 و280 و281 و282 و283 و284 و285 و286 و287 و288 و289 و290 و291 و292 و293 و294 و295 و296 و297 و298 و299 و300 و301 و302 و303 و304 و305 و306 و307 و308 و309 و310 و311 و312 و313 و314 و315 و316 و317 و318 و319 و320 و321 و322 و323 و324 و325 و326 و327 و328 و329 و330 و331 و332 و333 و334 و335 و336 و337 و338 و339 و340 و341 و342 و343 و344 و345 و346 و347 و348 و349 و350 و351 و352 و353 و354 و355 و356 و357 و358 و359 و360 و361 و362 و363 و364 و365 و366 و367 و368 و369 و370 و371 و372 و373 و374 و375 و376 و377 و378 و379 و380 و381 و382 و383 و384 و385 و386 و387 و388 و389 و390 و391 و392 و393 و394 و395 و396 و397 و398 و399 و400 و401 و402 و403 و404 و405 و406 و407 و408 و409 و410 و411 و412 و413 و414 و415 و416 و417 و418 و419 و420 و421 و422 و423 و424 و425 و426 و427 و428 و429 و430 و431 و432 و433 و434 و435 و436 و437 و438 و439 و440 و441 و442 و443 و444 و445 و446 و447 و448 و449 و450 و451 و452 و453 و454 و455 و456 و457 و458 و459 و460 و461 و462 و463 و464 و465 و466 و467 و468 و469 و470 و471 و472 و473 و474 و475 و476 و477 و478 و479 و480 و481 و482 و483 و484 و485 و486 و487 و488 و489 و490 و491 و492 و493 و494 و495 و496 و497 و498 و499 و500 و501 و502 و503 و504 و505 و506 و507 و508 و509 و510 و511 و512 و513 و514 و515 و516 و517 و518 و519 و520 و521 و522 و523 و524 و525 و526 و527 و528 و529 و530 و531 و532 و533 و534 و535 و536 و537 و538 و539 و540 و541 و542 و543 و544 و545 و546 و547 و548 و549 و550 و551 و552 و553 و554 و555 و556 و557 و558 و559 و560 و561 و562 و563 و564 و565 و566 و567 و568 و569 و570 و571 و572 و573 و574 و575 و576 و577 و578 و579 و580 و581 و582 و583 و584 و585 و586 و587 و588 و589 و590 و591 و592 و593 و594 و595 و596 و597 و598 و599 و600 و601 و602 و603 و604 و605 و606 و607 و608 و609 و610 و611 و612 و613 و614 و615 و616 و617 و618 و619 و620 و621 و622 و623 و624 و625 و626 و627 و628 و629 و630 و631 و632 و633 و634 و635 و636 و637 و638 و639 و640 و641 و642 و643 و644 و645 و646 و647 و648 و649 و650 و651 و652 و653 و654 و655 و656 و657 و658 و659 و660 و661 و662 و663 و664 و665 و666 و667 و668 و669 و670 و671 و672 و673 و674 و675 و676 و677 و678 و679 و680 و681 و682 و683 و684 و685 و686 و687 و688 و689 و690 و691 و692 و693 و694 و695 و696 و697 و698 و699 و700 و701 و702 و703 و704 و705 و706 و707 و708 و709 و710 و711 و712 و713 و714 و715 و716 و717 و718 و719 و720 و721 و722 و723 و724 و725 و726 و727 و728 و729 و730 و731 و732 و733 و734 و735 و736 و737 و738 و739 و740 و741 و742 و743 و744 و745 و746 و747 و748 و749 و750 و751 و752 و753 و754 و755 و756 و757 و758 و759 و760 و761 و762 و763 و764 و765 و766 و767 و768 و769 و770 و771 و772 و773 و774 و775 و776 و777 و778 و779 و780 و781 و782 و783 و784 و785 و786 و787 و788 و789 و790 و791 و792 و793 و794 و795 و796 و797 و798 و799 و800 و801 و802 و803 و804 و805 و806 و807 و808 و809 و810 و811 و812 و813 و814 و815 و816 و817 و818 و819 و820 و821 و822 و823 و824 و825 و826 و827 و828 و829 و830 و831 و832 و833 و834 و835 و836 و837 و838 و839 و840 و841 و842 و843 و844 و845 و846 و847 و848 و849 و850 و851 و852 و853 و854 و855 و856 و857 و858 و859 و860 و861 و862 و863 و864 و865 و866 و867 و868 و869 و870 و871 و872 و873 و874 و875 و876 و877 و878 و879 و880 و881 و882 و883 و884 و885 و886 و887 و888 و889 و890 و891 و892 و893 و894 و895 و896 و897 و898 و899 و900 و901 و902 و903 و904 و905 و906 و907 و908 و909 و910 و911 و912 و913 و914 و915 و916 و917 و918 و919 و920 و921 و922 و923 و924 و925 و926 و927 و928 و929 و930 و931 و932 و933 و934 و935 و936 و937 و938 و939 و940 و941 و942 و943 و944 و945 و946 و947 و948 و949 و950 و951 و952 و953 و954 و955 و956 و957 و958 و959 و960 و961 و962 و963 و964 و965 و966 و967 و968 و969 و970 و971 و972 و973 و974 و975 و976 و977 و978 و979 و980 و981 و982 و983 و984 و985 و986 و987 و988 و989 و990 و991 و992 و993 و994

لها لتجديد الاعضاء الفلوج والميت
الجماعة، دعوا وصولاً إلى سدة
قائمة الشبان الذين في افرار، إلى
سبب من هؤلاء شخصيات تصعدوا
مجلسين، ويضعوا المجلس المنكسر
مجلس المحاسنة في مجال التوبة وشراء
الذلات، والاتلافي في صفقات بين، شدة
18 عضواً من مجلس الشورى التابع
لإقليم عروبة اول سنة (الترين)، اعضاء
في الجماعة والتضحية في اجتماعهم على ما
لها لتجديد الاعضاء الواسعة تجاه المزمري
كان الجماعة، واستنكاراً ما تعرفه الجماعة
استعمال التواضع واستغلال التواضع وضرب
عقوبين على الحائط
اعضاء الجماعة بمجلس الدعوة
في نفس المراتب المذكورة، والتاسعة على
ما فقد الرئيس الغلبة، وصوت المجلس

لم يجد مستشارون بدا من نقل احتجاجات السكان إلى داخل مقرات جماعاتهم تنذرا بما أعبروه تنازل الإدارة الترابية عن صلاحيات الوصاية، إذ وصل الأمر في إقليم وزان وعمالة مديونة عن الاحتصان ليل نهار بالمجالس للتحاطبة بإعمال المادة 64 من القانون التنظيمي لمجالس الجماعات المحلية.

وتجدرت الجمعيات التي أصبح أغلب أعضائها يرفعون شعار تحقيق القانون، كما نصت مجلة المادة المذكورة على تنظيم للعلماء أو من يوبى عن تقديم المدة إلى المحكمة المختصة لرفع رئيس المجلس أو نوابه أو أي عضو بائس، إلى ارتكابه أثناء مدة خلافة التولايين. والألفظة «مراجحة» هي العمل ونشر بأخلاقيات الترفق العمومي وسراج الحياة الجماعية.

وتوصلت الإدارة لقراريه بمنشورات المراسلات الموقعة في قسم مسئولين مطالبين فيها بفتح تحقيق في تدبير المال اعتبارا من أجل الخطير الذي وصل إليه التدبير الإداري لسائر شؤون الحكومة وما هو حال الرئاسة الجماعية التي أصبحت مضمورة بالمندم، و قد لحا

قضت المحكمة التجارية بالبضاء، الأسوة القاضي بتدريه استمر نشاط شركة "سامير" لاستيراد البضائع، أملا في التوصل إلى حل للتفويت، التي قد تعذر بعد ثلاث سنوات، لأسباب تتعلق بضمانة الاستمرار، وبإب رؤية واضحة حول مستقبل الشركة المطروح.

وأوضحت مصادر إقليمية من جهة النيابة أن ثلاثة عروض ماركت ناقشوا حول المطالبة، إلا أن نفاذ في حاجة إلى توصيات من الدولة حول مستقبل القطاع.

وقامت عائلة المحتجزين بلقاء الشركة أن الحل لم يعد في القضاء، وأصبح من الضروري من متابعته إلى أجل العجلة لإستمرار الاستمرار، إلى برأسها رئيس الحكومة، إلا الأمر يتعلق باستمرار ضامه، وله علاقة بضمانة.

[illegible]

دعت بنية العمراني، رئيسة الفرع الية المغربية لناشري الصحف، إلى منافرة وطنية لبورة بصورات بشأن نموذج اقتصادي جديد للصناعة، من أجل تأهيل المقاومة الإعلامية وعما ساعدتها على مواجهة التحديات التي يشهدها القطاع، معتبرة أن الوقت حان لنفاذ وضع نماذج للمقاومة الصحافية، الورقية منها على الخصوص، والمساعدة على إعادة هيكلتها، وبهيكلة الصحافة الإلكترونية التي انتشرت بقوة في ظل عمل

[illegible]

واوضحت رئيسة الفرقة المغربية لشعبي الصحف ان الاستفادة من الدعم راجع الى انتاج قطاع الصحافة ليس انتاجا ماديا محضا تحقق منه عوائد ربح مثل المواد الاستهلاكية الاساسية، لان هذا القطاع يقوم بمهام شعبة خدمة عمومية، تتجلى في تنوير

المواطن وتعزيز حقه في
الولوج إلى المعلومة،
ومنحه التعليمات
الحقيقية التي
تسّر أحداثنا،
قد لا يستوعب
مغزاها.

— أحمد
الأرقام

بهية العمراني
(المحتج جبري)

مرسوم رقم 2.19.414 صادر في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019)
 بإعلان أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة
 الشمسية بإقليم قلعة السراغنة من طرف الوكالة المغربية
 للطاقة المستدامة (مازن) ويتبع ملكية القطعتين الأرضيتين
 اللابنتين لهذا الغرض.

مرسوم رقم 2.19.413 صادر في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019)
 بإعلان أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة
 الشمسية بإقليم جرسيف من طرف الوكالة المغربية للطاقة
 المستدامة (مازن) ويتبع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا
 الغرض.

رئيس الحكومة، بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 من رجب 1402 (6 ماي 1982)؛	رئيس الحكومة، بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 من رجب 1402 (6 ماي 1982)؛
--	--

وعلى المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) في شأن تطبيق القانون رقم 7.81 المشار إليه أعلاه؛	وعلى المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) في شأن تطبيق القانون رقم 7.81 المشار إليه أعلاه؛
وبعد الاطلاع على ملف البحث الإداري المباشر من 6 يونيو إلى 6 أغسطس 2018 بمكاتب جماعي البهانة وأولاد زراد؛	وبعد الاطلاع على ملف البحث الإداري المباشر من 6 يونيو إلى 6 أغسطس 2018 بمكاتب جماعي البهانة وأولاد زراد؛

وبافتتاح من وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة وبعد
استشارة وزير الداخلية،
رسم ما يلي:

المادة الأولى:

رسم ما يلي :

المادة الأولى يعلن ان المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية

يعلن أن المنفعة العامة تقضي ببناء محطة للطاقة الشمسية بإقليم قلعة السراغنة.

المادة الثانية

تزرع بناء على ما ذكر ملكية القطعتين الأرضيتين المبهنتين في

المادة الثانية

الجدول الآتي بعده والمعلم عليهما باللون الأحمر في التصميم التجزيئي

تأخذ بناء على ما ذكر ملكية القطعة الأرضية المبينة في الجدول

الآتي بعده والمعلم عليها باللون الأحمر في التصميم التجزيئي ذي

المقياس 1/10000 الملحق بأصل هذا المرسوم :	رقما	مراجعتهما	أسماء الملاكين	المساحة
---	------	-----------	----------------	---------

رقم الهيئة	مرجعى القرار	اسم و عنوان المكتب أو المرفوع من المكتب و عنوانه	المساحة		ملاحظات
			م	أ	
1	الرمم العقاري وسيا على الجماعة (سابق التخطيط 79/2262/91 سأله)	وزير الداخلية بصفته وسيا على الجماعة المالية من موحى	400	00 12	الرقعة المستخرج من الطراز رقم 79/240432 من الماساحة الجماعية 11459 الهكتار (تخطيط بصفته مستشار 79/2262/91 سأله)
2	الرمم العقاري وسيا على الجماعة (سابق التخطيط 79/2262/91 سأله)	وزير الداخلية بصفته وسيا على الجماعة المالية من موحى	400	00 12	الرقعة المستخرج من الطراز رقم 79/240432 من الماساحة الجماعية 11459 الهكتار (تخطيط بصفته مستشار 79/2262/91 سأله)

المادة الثالثة

المادة الثالثة

يفوض حق نزع الملكية إلى الرئيس المدير العام للوكالة المغربية

للطاقة المستدامة «مازن».

[illegible]

المادة الرابعة	المادة الرابعة
----------------	----------------

يعهد بتنفيذ ما جاء في هذا المرسوم، الذي ينشر بالجريدة

الرسمية، إلى وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة والرئيس

المدير العام للوكالة المغربية للطاقة المستدامة «مازن»، كل واحد

منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 6 شوال 1440 (10 يونيو 2019).

و سرور به تربیت بیست و سه ساله (۱۵) پیوسته است.

الإمضاء: سعد الدين العثماني.

وقعه بالعطف :

وزير الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة،

Journal of Management Inquiry 25(10) 1003–1020 1017

الإمضاء: عزيز رباح